

Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) dans les écoles

Un complément au
Manuel des écoles amies des enfants



TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	1
Préface	2
1. Objectif, portée et concept	3
2. Le programme WASH dans les écoles en pratique.....	5
3. Emplacement et conception	12
4. Participation des enfants et éducation à l'hygiène	23
5. Liens avec les communautés.....	29
6. Enseignants, gestionnaires des écoles et formation	32
7. Éléments de preuve et plaidoyer	34
8. Suivi et évaluation.....	38
9. Le passage à plus grande échelle.....	42
Liens.....	48
Références	50

REMERCIEMENTS

Ce module a été rédigé par Annemarieke Mooijman.

Murat Sahin et Therese Dooley de la Section WASH de l'UNICEF ainsi que Maida Pasic et Changu Mannathoko de la Section de l'éducation de l'UNICEF à New York ont apporté des éléments et des révisions tout au long de la rédaction du projet et contribué ainsi à sa qualité globale.

L'examen par les pairs a été effectué par : Jane Bevan, Francois Brikké, Rania El Essawi, Donna Goodman, Mark Henderson, Sophie Hickling, Peter van Maanen, Nicolas Osbert, BB Samanta, Suchitra Sugar, Jesus Trelles et Carlos Vasquez.

Édité, produit et distribué par la Division de la communication de l'UNICEF. Les services de création graphique ont été fournis par CREATRIX Design Group.

PRÉFACE

Ces dix dernières années, le modèle des écoles amies des enfants est apparu comme la méthode privilégiée par l'UNICEF pour promouvoir une éducation de qualité pour chaque fille et chaque garçon. Les écoles amies des enfants leur permettent à tous de réaliser leur plein potentiel. Dans le cadre d'un programme mondial de développement des capacités concernant les écoles amies des enfants, l'UNICEF a rédigé un *Manuel des écoles amies des enfants*, faisant office de document de référence et de guide pratique pour aider les pays à mettre en œuvre ce modèle en l'adaptant à leurs circonstances particulières.

La démarche des écoles amies des enfants en matière d'éducation garantit à tous les enfants le droit de bénéficier d'écoles qui soient des endroits sûrs et protecteurs et où ils puissent disposer d'eau potable, d'installations pour se laver les mains et de toilettes propres et sûres. Dans les écoles amies des enfants, les enfants apprennent l'hygiène et les moyens leur permettant de se protéger et de protéger leurs familles des maladies infectieuses.

Ce module, complément au *Manuel des écoles amies des enfants*, constitue un guide complet pour la promotion du programme WASH dans les écoles grâce à l'évolution des programmes d'études et des pratiques pédagogiques. Il a pour objectif de fournir une orientation générale, adaptable à différents contextes et environnements.

1

OBJECTIF, PORTÉE ET CONCEPT

Contexte

On estime à 1,9 milliard le nombre de jours d'école qui pourraient être gagnés si les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'approvisionnement en eau salubre et à l'assainissement étaient atteints et si l'incidence des maladies diarrhéiques était réduite¹.

L'un des moyens d'atteindre cet objectif est de fournir aux écoles de l'eau potable, des installations d'assainissement améliorées et des activités d'éducation à l'hygiène qui favorisent l'adoption de comportements sains pour le restant de la vie. Cette approche stratégique est connue sous le nom de « WASH dans les écoles » (WASH : Eau, Assainissement et Éducation à l'Hygiène, acronyme anglais). Elle permet de faire respecter les droits des enfants à la santé, à l'éducation et à la participation. Il a été reconnu que cette stratégie contribue de manière significative à la réalisation des OMD, notamment les

objectifs liés à l'accès à l'éducation primaire, à la réduction de la mortalité infantile, à l'amélioration de l'eau et de l'assainissement et à la promotion de l'égalité entre les sexes.

Le programme WASH dans les écoles permet non seulement de promouvoir l'hygiène et d'améliorer l'accès à une éducation de qualité, mais également de soutenir les interventions nationales et locales visant à mettre en place un accès équitable et durable à l'eau salubre et à des services d'assainissement de base dans les écoles.

Les mauvaises conditions d'assainissement, la rareté et la mauvaise qualité de l'eau et les pratiques d'hygiène inadaptées sont catastrophiques pour les enfants en bas âge et les jeunes enfants et représentent une cause majeure de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans. Elles nuisent également à la santé des enfants d'âge scolaire, qui passent de longues journées à l'école. L'environnement physique et la propreté des établissements scolaires peuvent avoir des conséquences importantes sur la santé et le bien-être des enfants. Les maladies se propagent rapidement dans les lieux exigus disposant d'une ventilation limitée, sans installation ni savon pour se laver les mains, et où les toilettes sont en mauvais état. Trop souvent, c'est à l'école que les enfants tombent malades.

Objectif et portée

Le programme WASH dans les écoles a pour objectif d'améliorer la santé et les résultats des enfants d'âge scolaire et, par extension, de leurs familles, en diminuant l'incidence des maladies liées à l'eau et à l'assainissement. Chaque école amie des enfants doit mettre en place des actions WASH qui permettent de maintenir la propreté du milieu scolaire, d'éviter les odeurs et de prévenir la transmission de bactéries, de virus et de parasites dangereux.



© UNICEF/NYHQ2011-2184/Estève

Le programme WASH dans les écoles porte également sur le développement de compétences pratiques et sur la mobilisation et l'engagement des parents, des communautés, des gouvernements et des institutions à travailler ensemble pour améliorer l'hygiène, l'eau et les conditions d'assainissement. Bien qu'il existe de nombreuses approches possibles, en fonction des différences de cultures et de réalités environnementales et sociales, toute intervention WASH dans les écoles doit inclure les éléments suivants :

- Des points d'approvisionnement en eau salubre, des points de lavage des mains et des installations d'assainissement durables;
- Une formation aux compétences pratiques totalement intégrée, portant sur les pratiques d'hygiène essentielles pour les élèves et s'appuyant sur des modalités pédagogiques participatives;
- La sensibilisation des familles et des communautés en général.

Grâce à une mise en œuvre adaptée et efficace, un programme WASH dans les écoles doit permettre aux élèves :

- D'être en meilleure santé;
- D'avoir de meilleurs résultats scolaires;
- D'avoir une influence positive sur les pratiques d'hygiène au domicile familial, au sein de leur famille et de leur communauté;
- D'apprendre à observer, communiquer, coopérer, écouter et appliquer les décisions relatives aux conditions et aux pratiques d'hygiène pour eux-mêmes, leurs amis et leurs frères et sœurs cadets, s'ils sont responsables de leur hygiène (compétences transposables dans d'autres aspects de leur vie);



© UNICEF/ITAL2010-0028/Longobardi

- De modifier leurs pratiques d'hygiène actuelles et de poursuivre ces bonnes pratiques à l'avenir;
- De s'informer sur l'hygiène menstruelle et les changements physiques et émotionnels liés à la puberté (apprendre à éviter les odeurs menstruelles, l'inconfort, les infections vaginales et urinaires encouragera les filles à venir à l'école pendant leurs règles);
- De se répartir, quel que soit leur sexe, les tâches liées à l'hygiène : nettoyer les toilettes, aller chercher et faire bouillir l'eau et s'occuper des personnes malades.

2

LE PROGRAMME WASH DANS LES ÉCOLES EN PRATIQUE

Le *Manuel des écoles amies des enfants* souligne que pour bénéficier de ce label, une école doit disposer de toilettes et de points de lavage des mains accessibles et non mixtes, d'un accès à l'eau potable et d'un dispositif de gestion des déchets solides bien délimité. L'école doit également enseigner aux enfants des pratiques d'hygiène adaptées.

Ce module présente en détail plusieurs options pour une mise en œuvre efficace du programme WASH dans les écoles. Une application dynamique des principes des écoles amies des enfants permettra d'évaluer leur faisabilité et leur applicabilité dans le contexte du pays, puis de déterminer les options les plus adaptées à chaque école. La prise en compte des ressources disponibles, de la configuration physique des lieux, des capacités existantes et du potentiel de changement pourra aboutir à de multiples solutions.

Par définition, le programme WASH dans les écoles ouvre la voie à des écoles plus saines et à des enfants en meilleure santé et qui réussissent mieux à l'école. Les grands principes des écoles amies des enfants, ainsi que les fonctionnalités souhaitées, doivent guider les interventions et susciter le débat et la créativité, afin de mettre au point des programmes WASH dans les écoles qui soient durables et qui puissent ensuite être adaptés aux réalités concrètes de l'école et de la communauté qui l'entoure.

Assurer la pérennité par la mobilisation des autorités nationales, des parents et des communautés

Toute intervention WASH dans les écoles a pour objectif d'être reprise durablement dans le cadre de politiques gouvernementales, du soutien apporté par la communauté et des

actions menées par l'école. Le développement d'un intérêt et d'un engagement politique, la coopération entre les ministères, l'existence d'une politique nationale d'éducation aux actions WASH dans les écoles et de politiques nationales dans les secteurs associés, ainsi que l'affectation de ressources financières et humaines suffisantes sont les clés d'une action durable. La politique nationale doit avoir pour objectif d'améliorer l'éducation et la santé des enfants en créant un environnement favorable à la mise en œuvre, au fonctionnement et à la poursuite des programmes WASH dans les écoles.

La pérennité de ces programmes nécessite que les ministères de l'éducation, mais également de la santé, des travaux publics, des finances, de la gouvernance locale et de l'eau soient mobilisés et jouent un rôle politique moteur. (*Plus d'informations sur leurs missions au chapitre 9*). En l'absence d'un engagement politique attesté par les politiques, les normes et les budgets du pays, le programme WASH dans les écoles continue d'être financé de l'extérieur. Ce type d'interventions à échelle réduite ne peut pas dépasser le stade de la phase pilote.

Pour pouvoir jouer un rôle de catalyseur dans la mise en place d'alliances en faveur des actions WASH dans les écoles, l'UNICEF et les autres partenaires doivent notamment s'efforcer de rassembler des preuves factuelles, de créer des instances de consultation de l'ensemble des parties prenantes et d'animer une démarche nationale coordonnée.

Bien que les écoles confessionnelles et privées ne soient pas soumises aux politiques nationales, des mécanismes doivent être mis en place pour promouvoir également les actions WASH dans ces établissements. Autrefois, ces écoles étaient considérées comme réservées aux classes privilégiées et ne nécessitaient donc généralement pas d'interventions dites de

EXEMPLES DE POLITIQUES NATIONALES WASH :

- En Angola, les plans nationaux prévoient des installations WASH dans les écoles.
- En 2008, les normes scolaires nationales en Chine, en Gambie, au Pakistan et en Thaïlande ont intégré l’approvisionnement en eau potable et la non-mixité des toilettes.
- La même année, les programmes scolaires nationaux en Chine, en République démocratique du Congo, au Nicaragua et au Soudan ont intégré l’éducation à l’hygiène.

développement. Or aujourd’hui, la réalité est là : dans les pays en développement, 11 % des élèves du primaire et 24 % des élèves du secondaire sont scolarisés dans des écoles privées, avec des écarts importants selon les pays. Au Bangladesh, par exemple, près de 40 % des élèves du primaire et 96 % des élèves du secondaire sont inscrits dans des écoles privées. Une grande partie des bâtiments et des installations de ces établissements sont dans un état proche de ceux des écoles publiques² et auraient tout intérêt à bénéficier des mêmes interventions WASH.

La mobilisation des familles et des communautés dans les programmes WASH dans les écoles favorise le sentiment d’appropriation, condition nécessaire à la pérennité des actions. Cette mobilisation peut prendre plusieurs formes : comités de gestion des écoles, associations de parents d’élèves, ou comités ad hoc pour la mise en œuvre d’actions WASH dans les écoles. Ces groupes jouent un rôle particulièrement important lorsque les ministères de la santé ou de l’éducation ou les collectivités locales ne sont pas préparés à fournir les services concernés.

Grâce à la mobilisation et à la motivation des communautés, l’amélioration des

compétences pratiques aura des effets au-delà de la cour de l’école. La compréhension par les parents et l’ensemble de la communauté de l’importance de pratiques d’hygiène adaptées aura des effets à long terme.

Recommandations/directives reposant sur les principes des écoles amies des enfants

Les principes des écoles amies des enfants en faveur d’une éducation de qualité prévoient la mise en œuvre d’actions WASH dans les écoles selon trois principes clés : inclusion, participation démocratique et placement de l’enfant au centre de la démarche. Ces principes sont traduits en pratique par le biais d’une mobilisation à l’échelle du pays, du district et de la communauté locale.

L’UNICEF et l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont formulé des directives concernant les normes WASH pour les écoles dans les pays à faible revenu. Elles précisent les étapes clés d’une bonne gestion et d’une mise en œuvre réussie des programmes WASH dans les écoles, à différents niveaux³. Ces directives recommandent pour chaque école la conception et la construction d’installations adaptées aux enfants, non mixtes, bien réalisées et durables, en matière d’assainissement, de lavage des mains, d’approvisionnement en eau, de clôture d’enceinte et de collecte des déchets solides.

Les ressources financières, l’état physique, le contexte socio-économique et les autres problématiques à l’échelle nationale, du district ou locale ont des conséquences sur les décisions relatives aux normes de conception WASH. Ces décisions peuvent notamment porter sur la construction de puits protégés, la récupération des eaux de pluie, la mise en place de l’eau courante, de latrines à fosse avec dalle, de latrines à fosse à ventilation améliorée (FVA), de toilettes à chasse d’eau ou encore d’installations d’assainissement écologiques.

Dans le cas des écoles, certains éléments de conception vont au-delà des considérations techniques. Une démarche WASH dans les écoles adaptée aux enfants et tenant compte des besoins des deux sexes doit avoir pour objectif de concevoir, construire et rénover des installations qui font partie de l'environnement pédagogique. La démarche doit donc être guidée par le fait que les installations doivent stimuler et encourager des pratiques d'hygiène adaptées chez les enfants.

Directives de mise en œuvre pour les programmes WASH dans les écoles

- a. Chaque école doit s'efforcer de développer les connaissances, les comportements et les compétences nécessaires en matière d'hygiène grâce à une éducation à l'hygiène reposant sur les compétences pratiques et la participation des enfants. L'amélioration des pratiques d'hygiène doit aller de pair avec la construction de toilettes et la mise à disposition dans les écoles d'eau salubre et de points de lavage des mains. L'éducation à l'hygiène reposant sur les compétences pratiques part du principe que les nouvelles connaissances, par définition, ne se traduisent pas toujours par de nouvelles pratiques. Cette approche pédagogique doit donc avoir pour objectif d'enseigner aux enfants les bonnes pratiques d'hygiène dans le cadre de leur réalité quotidienne, leur permettant ainsi d'acquérir les comportements d'hygiène adaptés et les compétences nécessaires pour les mettre en œuvre. La conception du programme tient également compte des différences d'apprentissage en fonction des étapes du développement de l'enfant, et permet ainsi aux élèves de mettre efficacement leurs connaissances en pratique. *(Plus d'informations au chapitre 4).*
- b. Les écoles doivent encourager activement les parents et la communauté à s'impliquer dans les interventions WASH dans les écoles. Ils constituent des partenaires clés dans la planification, la mise en œuvre, le fonctionnement et l'entretien des installations et jouent un rôle important en matière de suivi des retombées des interventions et de mise en place de mesures adaptées visant à améliorer la santé des enfants. Les parents et la communauté doivent également s'impliquer dans les plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention, qui concernent le fonctionnement et l'utilisation des installations WASH dans les écoles en cas d'urgence.
- c. La mobilisation des familles et des communautés permet de s'assurer que les enfants mettent en pratique leurs connaissances à la maison. À l'échelle mondiale, l'expérience montre que les enfants sont heureux de promouvoir leurs toutes nouvelles compétences en matière d'hygiène et peuvent devenir des acteurs efficaces du changement au sein de leurs familles et de leurs communautés. Si les messages délivrés et les pratiques sont en phase avec l'environnement culturel, le plaidoyer effectué par les enfants peut se traduire par de meilleures pratiques d'hygiène au sein des foyers et des communautés. *(Plus d'informations au chapitre 5).*
- d. Les gouvernements et les partenaires du développement doivent mettre en place un processus de planification et un modèle de gestion permettant d'aborder les questions importantes telles que : la stabilité à long terme, le passage à plus grande échelle, etc. À l'échelle nationale, locale et de la communauté scolaire et avec le concours de diverses parties prenantes, les partenaires doivent mettre au point des plans adaptés et définir les responsabilités : renforcement des capacités et ressources humaines, choix de technologies et de services, aspects financiers, fonctionnement et entretien, suivi et évaluation. *(Plus d'informations au chapitre 6).*
- e. Les partenaires du développement doivent œuvrer en faveur d'une appropriation politique qui débouche sur une approche réactive à la demande,

permet d'envisager le passage à plus grande échelle et garantit l'efficacité des interventions à long terme. Pour réussir, un programme a besoin d'un environnement politique favorable au sein duquel les partenaires gouvernementaux soutiennent et stimulent l'initiative lancée. (*Plus d'informations au chapitre 9*).

- f. Les efforts collectifs doivent inclure des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux concernés par la santé et l'hygiène scolaires, parmi lesquels des entreprises du secteur privé, comme les fabricants de savon et de dentifrice, qui encouragent les comportements hygiéniques chez les écoliers⁴. Ces partenariats doivent :

- Plaider ensemble en faveur d'engagements politiques et sociaux de la part du gouvernement et susciter une demande d'intervention émanant de la communauté. En cas d'élection

de leaders démocratiques, la voix du peuple et de la société civile a une influence sur les décisions politiques;

- Éviter la diffusion de messages contradictoires par des organisations différentes;
- Éviter les démarches en doublon dans une même région ou une même école;
- Susciter de l'intérêt pour élaborer conjointement des méthodologies de programme communes et pour étendre l'usage de ces méthodologies;
- Mettre en place des accords communs de financement et de recouvrement des coûts. Des frictions peuvent apparaître lorsqu'un programme bénéficie de nombreuses subventions et fait l'objet de contrats, alors qu'un autre est soumis à des conditions préalables en matière de finances ou de contribution parentale.

Mise en œuvre du programme WASH dans les écoles de différents pays

BELIZE : RÉALISATION D'UN ÉTAT DES LIEUX ET PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ POUR LES PROGRAMMES WASH DANS LES ÉCOLES

En 2007, l'UNICEF a commandé une évaluation des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène des écoles primaires de Toledo et de Stann Creek, deux districts du Belize où des études avaient révélé qu'un très faible nombre d'écoles étaient en conformité avec les normes acceptables, sur la base des ratios du nombre d'élèves par établissement.

En 2009, en partenariat avec le Ministère de l'éducation, l'UNICEF a lancé une évaluation nationale afin de mieux connaître : (a) l'état physique des installations WASH dans les écoles du Belize; (b) les principaux défis liés à la mise à disposition durable d'installations adaptées; (c) les pratiques WASH existantes au sein de la communauté; (d) les capacités disponibles pour dispenser un enseignement WASH, ainsi que les besoins en la matière et (e) une cartographie des acteurs impliqués dans le secteur et leurs rôles actuels et potentiels.

Cette évaluation a servi de base à l'élaboration de normes WASH dans les écoles et d'un plan d'action permettant de remédier durablement à ce défi à l'échelle nationale. On pensait également que ce processus permettrait de poser les bases d'une plus grande collaboration entre les différents acteurs.

Une approche intégrée en faveur des actions WASH dans les écoles au Sénégal

L'ACCÈS À UNE EAU SALUBRE ET FIABLE EST UN DROIT, QUI A DE NOMBREUX AVANTAGES À L'ÉCOLE

La gestion d'une cantine scolaire nécessite de l'eau pour la préparation des repas, la cuisine et la vaisselle.

Promouvoir le lavage des mains sans proposer de savon et d'eau, c'est comme poser une assiette vide sur la table.

De grandes quantités d'eau sont nécessaires pour nettoyer les latrines et les garder propres et sans odeur.

De l'eau doit être mise à disposition pour faciliter la dignité des moments de prière et le respect des autres.

Le nettoyage des tableaux dans les classes nécessite de l'eau tout au long de la journée.

Lorsque les puits communautaires sont à sec, le puits de l'école peut fournir de l'eau à ceux qui en ont besoin.



© UNICEF/NYHQ2008-1112/Nesbitt

La production de légumes destinés aux programmes d'alimentation et à la vente nécessite de disposer d'un approvisionnement important et fiable en eau, à proximité du potager.

Les enfants qui ont soif ne sont pas attentifs en classe.

La brumisation d'eau permet de lutter contre la poussière dans les salles de classe et les aires de jeux.

Les arbres d'ombrage et les jolies fleurs rendent l'école plus attrayante, mais nécessitent la proximité d'un point d'eau.

Gérer la construction et l'entretien d'une source d'approvisionnement en eau permet de développer des compétences transposables à d'autres projets au sein de l'école et de la communauté.

Ce diagramme est issu de la proposition « Construire pour la vie » préparée par l'UNICEF Sénégal en 2004. Cette proposition portait principalement sur l'approvisionnement en eau, mais ce diagramme offre un bon aperçu des différentes problématiques abordées par les interventions WASH dans les écoles.

AU NÉPAL, DES ÉLÈVES PILOTENT UNE DÉMARCHE D'ASSAINISSEMENT COMMUNAUTAIRE

Dans un pays où seuls 31 % de la population ont accès à des toilettes, l'UNICEF et le Gouvernement du Népal ont lancé en 2005 le projet d'Assainissement total piloté par l'école (SLTS). En partenariat, ils ont formé les enseignants et, pour le démarrage du projet, ils ont mis à disposition une cuvette de toilettes, 3 mètres de canalisation et un appui technique à la construction de latrines dans chaque foyer. Les membres de la communauté ont fini par acheter eux-mêmes les matériaux nécessaires.

Le programme SLTS prévoit également la mobilisation des adultes de la communauté, par exemple les membres du comité de gestion de l'école, de l'association parents-enseignants et du club des mamans, regroupés dans le cadre plus large du Comité propreté. Après avoir été formés par leurs enseignants, les membres du club des enfants et les autres élèves font campagne et forment leurs parents, qui ne savent généralement pas lire, et leurs voisins aux avantages liés à la construction d'une latrine et au maintien de la propreté au sein de la communauté.

Les comités mixtes d'élèves et d'adultes de la communauté n'encouragent pas uniquement la construction de latrines : ils sont coresponsables de la collecte des déchets, du balayage des routes et de l'élimination des déjections d'animaux. Baijalpur est un village modèle au Népal, qui dispose de poubelles implantées de façon régulière sur la voie publique, et parfois même accrochées aux troncs d'arbres.

L'UNICEF indique que dans l'année qui a suivi le lancement du programme SLTS, les habitants de Baijalpur ont réussi à construire des latrines dans l'ensemble des 314 logements que compte le village. Cette communauté est un exemple dans la région et l'école accueille de nombreux visiteurs et enseignants désireux de reproduire cette démarche dans leurs écoles respectives.

ACTION : PARTICIPATION DES JEUNES AU PROGRAMME WASH AU TADJIKISTAN

L'UNICEF a organisé plusieurs Forums de l'eau des enfants au Tadjikistan, qui ont connu un grand succès et rassemblé plus de 500 enfants et jeunes afin de soutenir la participation de la jeunesse à l'éducation aux actions WASH.

Tous les programmes de participation des jeunes reposent sur un programme de formation interdisciplinaire adapté aux enfants, qui porte sur les compétences pratiques, les activités d'utilité publique et l'interaction entre les pairs. Le projet de promotion de l'assainissement et de l'hygiène par les écoles constitue une approche pragmatique d'enseignement et d'apprentissage des actions WASH. Il repose sur un kit composé de sept composantes, une pour chaque jour de la semaine :

- Lundi** : manipulation sûre de l'eau potable
- Mardi** : élimination sûre des eaux usées
- Mercredi** : élimination sûre des excréments humains
- Jeudi** : élimination des déchets solides
- Vendredi** : assainissement du foyer et hygiène alimentaire
- Samedi** : hygiène personnelle
- Dimanche** : assainissement communautaire dans le cadre du Projet général d'éducation

L'école est ouverte six jours par semaine. L'activité de nettoyage communautaire du dimanche est très appréciée par les élèves, fiers d'assumer une responsabilité citoyenne.

Les actions de plaidoyer et de sensibilisation menées par les jeunes pour promouvoir l'eau salubre, l'assainissement et l'hygiène peuvent avoir des retombées significatives sur la santé et le développement d'une nation tout entière, en pleine expansion. On ne manque ni d'idées, ni d'énergie. Par exemple, après la publication d'un bulletin d'information lu par de nombreuses personnes, des étudiants journalistes ont sollicité un soutien pour produire une émission de télévision hebdomadaire sur ces sept composantes, diffusée dans tout le pays. La participation des jeunes est intrinsèquement liée aux compétences, aux possibilités et à l'accès à l'information, au niveau individuel et collectif. En prenant ainsi son autonomie, la société concernée peut se développer et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.



Logo du programme WASH dans les écoles au Tadjikistan

3

EMPLACEMENT ET CONCEPTION

Lors de la planification et de la construction de points d'eau, de toilettes, d'urinoirs, de clôtures d'enceinte et de points de lavage des mains, deux priorités doivent prévaloir pour les enfants : (1) la possibilité d'apprendre dans un environnement sain et sûr et (2) l'occasion de mettre en pratique les bonnes habitudes d'hygiène apprises à l'école. Les ressources financières, l'état physique et le contexte socio-économique influencent les choix de conception technique des installations WASH nécessaires pour satisfaire aux normes du Programme commun OMS-UNICEF de surveillance en matière de puits protégés, de récupération des eaux de pluie, d'eau courante, de latrines à fosse avec dalle, de latrines à fosse à ventilation améliorée, de toilettes à chasse d'eau ou encore d'installations d'assainissement écologiques⁵.

Les installations WASH doivent favoriser les pratiques hygiéniques. Ces pratiques, telles que l'utilisation des toilettes, le lavage des mains et la collecte de l'eau incluent plusieurs petites étapes et nécessitent certains préparatifs. Si l'activité est difficile à réaliser, complexe ou prend beaucoup de temps, les enfants risquent de sauter certaines des étapes nécessaires, créant ainsi des risques potentiels pour la santé. Les installations doivent donc être situées à proximité des écoles, disposer de capacités suffisantes, proposer donc suffisamment de toilettes et de lavabos par rapport au nombre d'élèves, être d'une taille adaptée et faciles d'utilisation, et mettre à disposition en permanence de l'eau et du savon pour le lavage des mains et la toilette anale.

Elles doivent stimuler l'apprentissage et le développement des enfants et être adaptées à leur âge. Les enfants plus jeunes n'ont pas la même capacité d'apprentissage de concepts complexes que les enfants plus âgés. Il est important de tenir compte de ces différentes modalités d'apprentissage non seulement dans l'élaboration des supports pédagogiques d'éducation à l'hygiène, mais

également dans la conception des installations. L'apprentissage interactif et l'implication par le jeu encouragent les enfants à mettre en pratique leurs nouvelles habitudes.

Les installations WASH peuvent constituer une extension de l'environnement pédagogique : elles offrent en effet des possibilités d'interactions et peuvent constituer des outils performants d'éducation à l'hygiène.

Les enfants peuvent être stimulés par leur environnement de diverses façons. Les catégories de développement sont les suivantes :

- a. Environnemental : les enfants reçoivent des informations par la vue, l'odorat, l'ouïe et le toucher et traitent ces informations en fonction de leur degré de développement. Les espaces qu'ils rencontrent, parmi lesquelles les installations d'eau, d'assainissement et de lavage des mains, leur offrent une gamme d'expériences positives et négatives en termes de couleurs, d'odeurs, de formes et de sons.
- b. Social : la façon dont les espaces sont organisés et utilisés peut permettre aux enfants de s'isoler ou bien favoriser le contact avec les autres. Les toilettes, par exemple, nécessitent à la fois de l'intimité et un espace commun.
- c. Créatif : la possibilité de s'approprier l'espace et de l'adapter pour correspondre à leurs besoins peut stimuler la créativité des enfants. Les enfants peuvent décorer les murs et résoudre des problèmes fonctionnels, ce qui favorise une réflexion créative.
- d. Physiologique : l'utilisation des installations permet de développer les capacités motrices des jeunes enfants, par exemple l'amélioration de la précision

de leurs mouvements corporels. Se servir de ces installations nécessite des capacités motrices globales (monter

les escaliers, se servir d'une pompe) et fines (ouvrir un robinet, se servir d'une poignée de porte ou d'un verrou).

Recommandations en matière de conception d'installations en fonction de l'âge⁶

ÉCOLE PRIMAIRE, PREMIERS NIVEAUX : 5–7 ANS

Les installations doivent être propres, avoir des couleurs claires et disposer d'une lumière et d'une ventilation naturelles suffisantes. Des supports de promotion de l'hygiène peuvent être utilisés pour la décoration afin de renforcer le lien entre apprentissage et mise en pratique. Les installations doivent être conçues afin qu'un enseignant ou un élève plus âgé puisse se tenir à côté de l'enfant pour lui expliquer comment bien se servir des toilettes ou se laver les mains. Cela dit, la plupart des enfants sont capables d'effectuer des actions ou des tâches simples seuls ou avec une assistance limitée. L'intimité à l'intérieur des blocs sanitaires n'est pas vraiment nécessaire, car les enfants aiment observer les autres et imiter leurs comportements.

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE, NIVEAUX MOYENS ET AVANCÉS : 8–11 ANS

Les écoles doivent proposer des installations organisées de façon claire et pratique, qui permettent de faire aisément le lien entre les notions théoriques d'hygiène et leur mise en pratique. Ces installations doivent proposer des solutions intégrées pour l'approvisionnement en eau potable, le lavage des mains, la toilette anale et l'élimination des déchets. Elles doivent respecter l'intimité, y compris pour les enfants de même sexe.

NIVEAU AVANCÉ D'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE ET ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : 12–18 ANS

Les écoles doivent veiller au respect d'une intimité suffisante pour les garçons et les filles, y compris à l'intérieur des installations. Celles réservées aux filles doivent tenir compte des besoins relatifs à l'hygiène menstruelle.

Les installations WASH doivent être sans danger et favoriser le respect de l'environnement. L'école est le meilleur endroit pour sensibiliser les enfants aux questions environnementales, puisque c'est là qu'ils se forment aux problématiques de la vie quotidienne. Dans la mesure du possible, les écoles doivent éviter les

répercussions négatives de l'environnement ou sa dégradation, tout en répondant aux problématiques de santé publique. Lors de la conception et de l'entretien, il faut tenir compte par exemple des toilettes qui risquent de contaminer le sol et les eaux souterraines, ou des pompes et robinets qui génèrent des flux d'eaux usées.

La viabilité de l'environnement doit faire partie intégrante de la conception, de la mise en œuvre, du fonctionnement et de l'entretien des installations concernées et du programme d'éducation à l'hygiène qui y est associé. Le défi est double : sensibiliser aux problématiques environnementales tout en proposant des outils et des mesures incitatives. Les discussions doivent porter sur les répercussions en termes de changement climatique et de préservation des ressources naturelles.

Les installations WASH doivent être de dimensions adaptées et être ajustées aux enfants. Des adaptations dans la conception permettent de les rendre accessibles aux enfants et plus faciles d'usage. Les enfants sont plus petits et ont une force physique moindre que celle des adultes : la conception des lieux doit tenir compte de ces différences. Dans le cas des enfants les plus jeunes, les installations doivent permettre aux adultes de les surveiller et de leur apporter une aide lorsqu'ils utilisent les toilettes, les points de lavage des mains ou les points d'eau.

Dans les écoles de taille plus importante, des toilettes séparées doivent être construites pour les jeunes enfants et les enfants plus âgés, pour les filles et les garçons, notamment à l'adolescence et pour les enseignants hommes et femmes. Dans les petites écoles où les installations sont utilisées par différents groupes d'âge, des dispositions spéciales peuvent être prises pour les enfants les plus petits : construction d'une marche devant les pompes ou les cuvettes de toilettes ou encore utilisation d'un réducteur de toilette. Les installations doivent également permettre aux adolescentes de disposer de serviettes hygiéniques à l'abri du regard des enfants plus jeunes ou des garçons. Il est impossible de fixer des normes internationales concernant la dimension des installations, car la taille et le poids des enfants sont variables selon les régions. Un exercice de mathématiques participatif, au cours duquel les enfants mesurent leur hauteur et leur taille en position assise, accroupie ou debout, peut donner de bonnes indications pour fixer les dimensions.

La localisation des toilettes et des points d'eau dans l'enceinte scolaire doit être adaptée. Même une installation bien conçue risque de ne pas être utilisée si sa localisation ne tient pas compte d'aspects pratiques, environnementaux ou culturels particuliers. Des difficultés peuvent survenir en cas de solutions contradictoires ou de préférences divergentes entre les groupes d'utilisateurs. Le choix du lieu nécessite la mise en place d'un processus permettant de fixer les priorités et de garantir une prise de décision collaborative.

Les critères suivants doivent être pris en compte lors du choix de la localisation de toilettes scolaires ou de points d'approvisionnement en eau :

- Les enfants doivent se sentir en sécurité lorsqu'ils utilisent les installations WASH. Ils ne doivent pas risquer d'être dérangés par d'autres personnes ou attaqués par des animaux (serpents, scorpions, araignées, etc.). Les chemins d'accès doivent être dégagés et les installations doivent être situées à portée de voix et de vue de la communauté, au cas où il serait nécessaire d'apporter une aide immédiate.
- Les toilettes et urinoirs doivent garantir l'intimité, en particulier pour les enfants de plus de huit ans. Dans certaines cultures, il est important de ne pas être vu en train d'entrer ou de sortir des toilettes. On pourra préférer des chemins d'accès à l'écart de l'activité de la communauté, mais pour des raisons de sécurité, ils doivent tout de même rester dégagés.
- Il doit être possible d'accéder aux installations quelles que soient les conditions météorologiques, y compris après de fortes pluies ou des inondations. Un éclairage suffisant doit permettre aux enfants d'utiliser les installations la nuit (dans les internats).
- Les installations ne peuvent contribuer à l'amélioration de la santé et de l'hygiène que si elles sont utilisées correctement. Pour les enfants les plus jeunes, la surveillance des pratiques et des compétences par un adulte est essentielle, et peut être facilitée par la

URINOIRS POUR FILLES : INSTALLATION DE PORTES ET D'ÉLÉMENTS DE QUINCAILLERIE

Schéma 2:19a. Plan

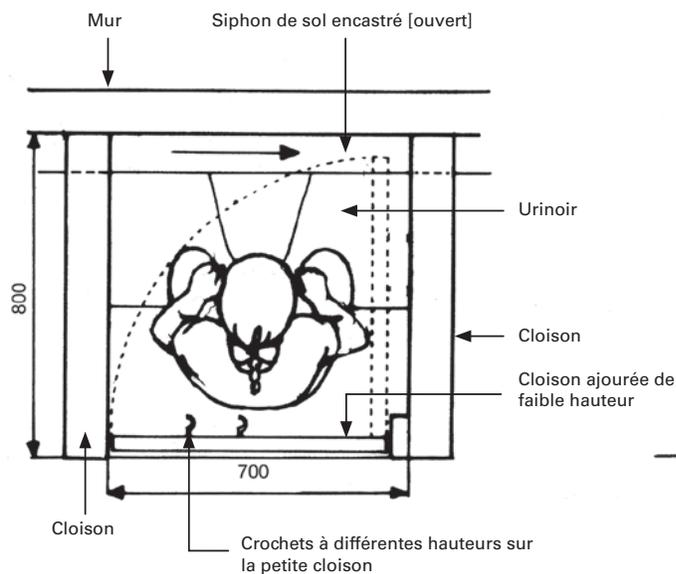
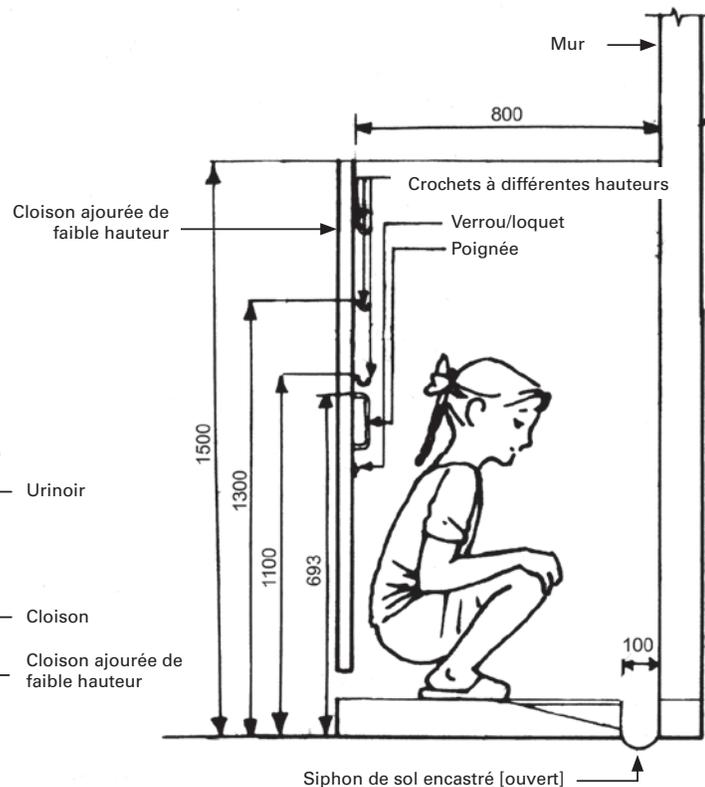


Schéma 2:19b. Coupe



- La conception d'urinoirs pour filles doit prévoir l'installation d'un urinoir au sol sur un *plancher imperméabilisé suffisamment incliné* vers le siphon pour évacuer l'urine, et équipé de murs disposant d'une surface imperméable (carreaux de céramique, par exemple).
- Pour respecter l'intimité, l'urinoir doit disposer d'une porte de faible hauteur (1500 mm, comme sur le schéma) équipée de crochets permettant de suspendre les vêtements amples si nécessaire, afin d'éviter de les souiller sur le sol humide.
- La largeur de 700 mm indiquée sur le plan tient compte des vêtements que les filles portent généralement dans le pays concerné.
- La profondeur de 800 mm tient compte de la position assise et de l'espace libre souhaitable, tout en économisant au maximum l'espace disponible. On suppose également que les enseignantes adultes utiliseront ces toilettes.
- Le *siphon ouvert doit être large de 100 mm pour pouvoir être régulièrement nettoyé. Il faut veiller à ce que le sol soit bien incliné en direction du siphon.*

Conception d'urinoirs pour filles en Inde⁷

localisation des installations. Par exemple, la présence d'un point de lavage des mains à proximité de la classe des plus petits permet un meilleur suivi que si ce point de lavage est placé près de la sortie des toilettes.

- La localisation des installations doit garantir la sécurité, pour diminuer les risques de vandalisme, notamment en cas de construction d'installations WASH communales. Cette mission peut être confiée à une personne ou à un groupe de personnes chargées de la surveillance.
- Les toilettes et urinoirs sont souvent placés à proximité d'autres sources d'odeurs qui attirent les mouches, telles que les décharges ou les enclos destinés au bétail ou à d'autres animaux. Ce type de localisation n'incite pas les personnes à les utiliser. Les installations doivent être placées ailleurs ou bien des solutions doivent être prévues pour minimiser les nuisances et les dégradations de l'environnement.
- Les toilettes à fosse d'infiltration doivent être situées en aval d'une source et à au moins 20-30 mètres des puits et sources d'eau, afin d'éviter de les polluer. Plus la distance horizontale à parcourir par le pathogène est longue à partir du point d'entrée dans la nappe phréatique, plus ce pathogène a de chances de mourir. La profondeur des fosses ne doit pas atteindre celle des nappes phréatiques.

Les installations WASH doivent avoir une capacité suffisante et réduire le temps d'attente au minimum. En matière de consommation d'eau dans les écoles, l'OMS et l'UNICEF⁸ appliquent un ratio de 5 litres par élève et par jour pour la boisson et le lavage des mains. Lorsque les toilettes, robinets et poubelles ne sont pas en nombre suffisant par rapport au nombre d'élèves, ces derniers finissent toujours par uriner et déféquer à d'autres endroits, par « oublier » de se laver les mains, par jeter leurs déchets par terre et par boire de l'eau provenant de sources non sûres. Il ne suffit pas d'appliquer un ratio pour permettre aux installations de disposer d'une capacité suffisante. En fonction des sources et des

normes utilisées dans le pays, on compte généralement 1 toilette pour 20 à 40 enfants. Au-delà du nombre total d'élèves, les facteurs qui déterminent la capacité nécessaire peuvent inclure les périodes auxquelles les enfants sont autorisés à aller aux toilettes, boire de l'eau ou se laver les mains, le nombre de classes, ainsi que l'augmentation prévisionnelle de la population scolaire. Il est possible de répondre aux critiques selon lesquelles l'application de ce ratio est trop onéreuse en construisant des urinoirs, moins coûteux, au lieu de prévoir des latrines pour les filles comme pour les garçons.

Les installations WASH doivent tenir compte des besoins spécifiques des filles et des femmes⁹. Lorsque les adolescentes se rendent à l'école pendant leurs règles, elles doivent pouvoir disposer de toilettes adaptées aux filles, d'un point d'eau leur permettant de faire leur toilette en toute intimité, et de poubelles fermées à l'intérieur des toilettes pour pouvoir jeter leurs serviettes hygiéniques¹⁰. Dans le cas contraire, elles risquent de ne pas se sentir suffisamment à l'aise pour rester en classe.

Les besoins spécifiques des enfants handicapés doivent également être pris en compte lors de la conception des installations. Plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent avec une forme de handicap. Les estimations du nombre d'enfants handicapés sont très variables, en fonction de la définition et de la méthode de mesure du handicap. Ces variations importantes indiquent que les enfants handicapés ne sont souvent pas identifiés et qu'ils ne bénéficient donc pas des prestations dont ils ont besoin¹¹.

Ils sont souvent mis à l'écart des installations de base, ce qui a pour conséquences l'isolement, un mauvais état de santé et une situation de pauvreté. L'absence de toilettes accessibles peut dissuader les enfants handicapés d'aller à l'école. Si elles sont prévues dès l'étape de conception, les adaptations peuvent être faites à moindre coût, voire sans aucun surcoût. Dans les installations WASH, des adaptations doivent être prévues au moins pour les catégories de handicap suivantes :

- Enfants malvoyants : des poignées spéciales, des systèmes de guidage et un éclairage suffisant doivent être prévus.
- Enfants en fauteuil roulant ou avec des béquilles : les installations doivent être équipées de rampes, de portes plus larges, d'espace supplémentaire dans les cabinets pour le fauteuil ou pour un accompagnant et de poignées spéciales ou de sièges pliables.
- Personnes amputées ou paralysées : les couvercles, robinets et poignées doivent être légers et utilisables avec une seule main ou avec les pieds.

INSTALLATIONS WASH DANS LES ÉCOLES ADAPTÉES AUX ENFANTS ET PERSONNES HANDICAPÉES AU SRI LANKA

Ce projet est mis en œuvre dans le cadre de la démarche école amie des enfants de l'UNICEF Sri Lanka. Il va au-delà de la simple construction d'installations physiques d'eau et d'assainissement et encourage les attitudes positives et l'évolution des pratiques chez les enfants, par le développement d'un sentiment d'appropriation et de responsabilité, grâce aux éléments suivants :

- a. La planification des installations pour chaque école avec la participation des enfants, des enseignants et des parents;
- b. L'implication active des enfants dans les décisions relatives au type, au nombre et à la combinaison d'installations, suivie par un exercice de cartographie permettant de choisir leur localisation dans l'enceinte de l'école;
- c. La prise en compte des remarques des enfants dans la conception technique. Certains éléments existants ont ainsi été modifiés, et d'autres ajoutés;
- d. L'ajout d'une latrine adaptée aux personnes handicapées, ce qui a fait évoluer sensiblement les attitudes et a encouragé les enfants handicapés à aller à l'école;
- e. La conception d'unités pour chaque installation (latrine, urinoir, etc.) et le développement de blocs associant ces unités, de la façon indiquée par les enfants lors de la phase de planification;
- f. La réactivation des clubs de santé scolaire et le renforcement de leurs responsabilités en matière d'entretien des nouvelles installations;
- g. La dispensation de cours de promotion de l'hygiène et des bonnes habitudes auprès des enfants.

Malteser International, une organisation non gouvernementale (ONG), a assuré l'animation de la démarche collaborative de planification de promotion de l'hygiène, tandis que le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a pris en charge la construction¹³. L'ensemble du processus a été validé et suivi par le Ministère de l'éducation et intégralement mis en œuvre dans 24 écoles de la province du Sud du Sri Lanka.

Concevoir les installations grâce à la mobilisation de tous

Toutes les étapes du processus de conception nécessitent la participation active des utilisateurs. Dans la plupart des pays, des conceptions standardisées sont utilisées dans les installations WASH dans les écoles afin de diminuer les coûts et de contrôler la qualité¹². Cela peut être une bonne solution; cependant, l'application stricte d'une conception standard peut avoir pour conséquence de négliger certaines conditions préalables ou certains besoins locaux spécifiques. De façon générale, avec un encadrement et une orientation adaptés, les enseignants et les enfants sont tout à fait capables d'évaluer les pratiques existantes et de trouver des solutions pour répondre à leurs propres besoins. Leur implication dans la phase de conception des installations WASH permettra de trouver de meilleures solutions, qui seront également mieux acceptées.

Si un point d'eau salubre est mis à disposition d'une école, il est important que l'ensemble de la communauté puisse également bénéficier de l'eau salubre. Dans le cas contraire, il sera difficile d'empêcher le reste de la communauté d'aller chercher de l'eau pour sa consommation privée auprès du point d'eau situé à l'école. Lorsqu'il est impossible de prévoir un approvisionnement simultané de la communauté, un système intelligent de gestion du point d'eau peut être mis en place, permettant la vente d'eau à un prix raisonnable aux ménages qui en ont besoin. Les sommes ainsi recueillies peuvent financer le suivi et l'évaluation, ainsi que les dépenses d'hygiène et d'assainissement scolaire, telles que l'achat de savon. Dans ce cas, il est nécessaire de prévoir des dispositions officielles entre les communautés et les écoles concernées. Les communautés qui souhaitent partager l'eau peuvent le faire, dans la mesure où cela n'a pas de répercussions sur l'approvisionnement en eau de l'école.

Défis à relever

La réussite d'une installation WASH repose sur un bon compromis entre coût et qualité. Les solutions à bas coût ne doivent pas transiger sur la qualité. Les meilleures installations sont construites à un coût abordable et sont durables, faciles à utiliser, à entretenir et à nettoyer. Elles doivent, par exemple, être conçues pour permettre un bon écoulement du surplus d'eau dans les puits. Dans les toilettes, les surfaces qui sont en contact avec les matières fécales ou l'urine doivent être imperméables et faciles à nettoyer. Malgré des coûts d'investissements initiaux plus élevés, ces installations dureront plus longtemps, nécessiteront moins d'entretien et contribueront à l'amélioration de l'état de santé, ce qui est source d'économies à long terme.

Une bonne conception doit également prévoir un plan de fonctionnement et d'entretien, afin d'éviter une détérioration rapide de l'installation. Un bon plan de fonctionnement et d'entretien doit identifier les personnes responsables du nettoyage et de l'entretien de l'installation, ainsi que les coûts associés. Le plan doit être élaboré et validé avant la fin de la construction des installations.

Un plan de fonctionnement et d'entretien doit :

- Inciter les enfants, les enseignants, les parents et le comité local à participer au processus permanent de suivi et d'amélioration des pratiques d'hygiène à l'école.
- Protéger à tout moment l'intérêt supérieur de l'enfant. La participation des enfants ne doit jamais être synonyme de travail des enfants. Les filles et les garçons doivent participer équitablement aux tâches de nettoyage et d'entretien. Le nettoyage ne doit pas être utilisé comme punition en cas de mauvais résultats scolaires ou de mauvais comportement.

- Faire le lien avec d'autres travaux d'amélioration effectués dans l'école, comme la construction de salles de classe.
- Proposer une formation annuelle ou semestrielle au nettoyage et à l'entretien.
- Prévoir des dispositions de répartition des coûts entre les collectivités locales, l'école et éventuellement, les parents ou la communauté. Par exemple, les collectivités locales peuvent financer les pièces détachées, tandis que l'école et les parents mettent à disposition leur énergie et les produits de nettoyage.

Les partenaires doivent avoir des ressources financières suffisantes pour assurer le nettoyage, l'hygiène et l'entretien des installations WASH. La planification et la gestion financières sont essentielles au développement de programmes à long

terme, durables et à grande échelle. Ces dernières années, de nombreux programmes WASH dans les écoles, à petite échelle et entièrement subventionnés ont évolué pour entrer dans une phase où ils doivent devenir financièrement viables. Cette transition est parfois difficile à effectuer en raison de capacités insuffisantes ou de l'absence de planification et de gestion financières. La prise en compte de la pérennité financière pendant la phase de planification et de démarrage permet de contourner cette difficulté. La mise en place de politiques financières claires permet d'encourager une utilisation plus efficace, équitable et durable des ressources, par la promotion de démarches de recouvrement des coûts ou de financement par les institutions dans les écoles privées et confessionnelles ou par les partenaires gouvernementaux dans les écoles publiques.

NORMES POUR LES PROGRAMMES WASH DANS LES ÉCOLES¹⁴

1. **Qualité de l'eau** : l'eau utilisée pour la consommation, la cuisine, l'hygiène personnelle, le nettoyage et la lessive est suffisamment propre pour l'usage auquel elle est destinée.

Indicateurs

- a. **Qualité microbiologique de l'eau potable** : Escherichia coli ou bactéries coliformes thermotolérantes non détectables dans les échantillons de 100 ml.
 - b. **Traitement de l'eau potable** : l'eau de boisson provenant de sources non protégées est traitée afin d'en garantir la sécurité microbiologique.
 - c. **Qualité chimique et radiologique de l'eau potable** : l'eau est conforme aux Directives de qualité pour l'eau de boisson de l'OMS ou aux normes nationales relatives aux paramètres chimiques et radiologiques de l'eau.
 - d. **Acceptabilité de l'eau potable** : pas de goût, d'odeur ou de couleur susceptible d'avoir un effet dissuasif sur la consommation d'eau.
 - e. **Eau destinée à d'autres usages** : l'eau qui n'est pas de qualité suffisante pour être consommée est réservée au nettoyage, à la lessive et à l'assainissement.
2. **Quantités d'eau** : l'eau est disponible à tout moment en quantité suffisante pour la boisson et l'hygiène personnelle, et, le cas échéant, pour la préparation des repas, le nettoyage et la lessive.

suite...

Indicateurs

a. **Quantités de base requises :**

Externats	5 litres par personne et par jour pour les élèves et le personnel
Internats ¹⁵	20 litres par personne et par jour pour les élèves et le personnel résidents

b. **Quantités d'eau supplémentaires requises** (les quantités d'eau ci-dessous s'ajoutent, en fonction des besoins, aux quantités minimales requises. Les chiffres indiqués correspondent aux besoins d'un externat et doivent être multipliés par deux pour les internats).

Toilettes à chasse d'eau	10–20 litres par personne et par jour pour des toilettes à chasse d'eau classique /1,5–3 litres par personne pour des toilettes à chasse d'eau manuelle
Toilette anale ¹⁶	1–2 litres par personne et par jour

3. **Installations d'eau et accès à l'eau :** les points d'eau et les installations de distribution d'eau sont en nombre suffisant dans l'école pour que l'eau destinée à la boisson, à l'hygiène personnelle, à la préparation des repas, au nettoyage et à la lessive soit facilement accessible.

Indicateurs

- Des points d'eau sûrs, équipés de savon ou de tout autre produit de lavage acceptable, sont mis à disposition à tous les endroits stratégiques de l'école, en particulier dans les toilettes et les cuisines.
 - Le personnel et les élèves peuvent accéder à un point d'eau potable sûr à tout moment.
4. **Promotion de l'hygiène :** la promotion permanente de l'hygiène garantit une utilisation et un entretien corrects des installations de distribution d'eau et d'assainissement. Les installations d'eau et d'assainissement servent de ressources pour l'éducation à l'hygiène.

Indicateurs

- L'éducation à l'hygiène est inscrite dans les programmes scolaires.
- Le personnel et les élèves sont systématiquement encouragés à observer les règles d'hygiène, et notamment à utiliser et entretenir correctement les installations.
- Les installations et les ressources disponibles permettent au personnel et aux élèves d'adopter des pratiques de nature à enrayer facilement et rapidement la transmission de maladies.

suite...

5. **Toilettes** : des toilettes accessibles, privées, sûres, propres et culturellement adaptées sont mises à la disposition des élèves et des membres du personnel en nombre suffisant.

Indicateurs

- a. Le nombre de toilettes est suffisant — 1 pour 25 filles ou membres du personnel féminin, et 1 toilette + 1 urinoir (ou 50 centimètres de paroi d'urinoir) pour 50 garçons ou membres du personnel masculin.
 - b. Les toilettes sont faciles d'accès et ne sont pas situées à plus de 30 mètres des utilisateurs.
 - c. Les toilettes offrent intimité et sécurité.
 - d. Les toilettes sont adaptées aux enfants et conditions culturelles, environnementales et sociales locales.
 - e. Les toilettes sont hygiéniques et faciles à nettoyer.
 - f. Des points de lavage des mains sont situés à proximité des toilettes.
 - g. Un programme de nettoyage et d'entretien réguliers est en place, afin que les toilettes soient propres et en état de marche à tout moment.
6. **Lutte contre les maladies à transmission vectorielle** : les élèves, le personnel et les visiteurs sont protégés contre les vecteurs de maladies¹⁷.

Indicateurs

- a. La densité des vecteurs dans l'école est réduite au minimum.
 - b. Les élèves et le personnel sont protégés contre les vecteurs susceptibles de transmettre des maladies.
 - c. Des mesures sont prises pour éviter que les élèves et le personnel n'entrent en contact avec des vecteurs de maladies ou des substances infectées par des germes de maladies à transmission vectorielle.
7. **Nettoyage et élimination des déchets** : l'environnement scolaire est propre, sûr et régulièrement entretenu.

Indicateurs

- a. Les salles de classe et les autres lieux d'enseignement sont régulièrement nettoyés pour réduire au minimum la poussière et les moisissures.
- b. Les locaux et les terrains alentours sont exempts d'objets coupants ou tranchants et d'autres risques physiques.
- c. Les déchets solides sont collectés quotidiennement dans les salles de classe, les cuisines et les bureaux et évacués dans de bonnes conditions de sécurité.
- d. Les eaux usées sont évacuées rapidement et dans de bonnes conditions de sécurité.

suite...

8. Stockage et préparation des aliments, le cas échéant : les aliments destinés aux élèves et au personnel sont stockés et préparés de façon à réduire au minimum le risque de transmission de maladies.

Indicateurs

- a. Les aliments sont manipulés et préparés dans de parfaites conditions d'hygiène (lavage systématique des mains avant la préparation des repas).
- b. Des précautions sont prises pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments cuits.
- c. Les aliments sont bien cuits.
- d. Les aliments sont conservés à la bonne température.
- e. Les aliments sont préparés avec de l'eau salubre et des ingrédients crus.

Plus d'informations sur les installations WASH dans les écoles sont disponibles dans ces publications :

- Adams, J. et al, *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, Suisse, 2009.
- Gouvernement de l'Inde et Fonds des Nations Unies pour l'enfance New Delhi, *An Inclusive Approach for School Sanitation & Hygiene Education: Strategy, norms & designs*, Gouvernement de l'Inde et UNICEF New Delhi, New Delhi, Inde, 2008.
- Zomerplaag, Jaap and Annemarieke Mooijman, « Child-friendly Hygiene and Sanitation Facilities in Schools: Indispensable to effective hygiene education », IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement et UNICEF, Pays-Bas et New York, 2005.

4

PARTICIPATION DES ENFANTS ET ÉDUCATION À L'HYGIÈNE

Veiller à ce que les enfants soient en bonne santé et en mesure d'apprendre est un élément essentiel pour les écoles amies des enfants. Cette partie sera consacrée à l'enseignement dispensé aux enfants en matière de prévention des maladies diarrhéiques et autres maladies liées à l'eau et à l'assainissement. La généralisation des bonnes pratiques d'hygiène grâce à une approche interactive, participative et centrée sur l'enfant permet l'acquisition de compétences pratiques et rend les enfants mieux à même de faire les bons choix. Elle commence et se construit sur la base des connaissances, des souhaits et des actions des personnes à l'échelle locale.

Une bonne éducation à l'hygiène est tout aussi importante que l'accès à des installations sanitaires de qualité. L'éducation à l'hygiène fondée sur les compétences pratiques permet aux enfants de découvrir les pratiques liées à l'eau et à l'assainissement et de comprendre pourquoi elles peuvent être bonnes ou mauvaises pour la santé. Le principe est le suivant : lorsque les enfants comprennent et réfléchissent collectivement à leur situation et à

leurs pratiques, ils peuvent décider d'agir pour éviter les maladies, dès maintenant et à l'avenir.

Cette partie porte sur :

- a. L'éducation à l'hygiène reposant sur les compétences pratiques;
- b. Les pratiques d'hygiène qui sont les plus bénéfiques pour la santé;
- c. Les deux méthodes les plus utilisées pour éduquer les enfants à l'hygiène, appliquées simultanément dans la plupart des cas pour une efficacité maximale :
 - L'enseignement participatif dispensé par les enseignants au sein de l'école;
 - La participation des enfants aux clubs d'hygiène des jeunes au sein et à l'extérieur de l'école.

Éducation à l'hygiène fondée sur les compétences pratiques

Pour être efficace, l'éducation des enfants à l'hygiène ne consiste pas uniquement à leur présenter des faits relatifs aux risques sanitaires ou aux mauvaises pratiques d'hygiène. L'approche fondée sur les compétences pratiques s'intéresse à l'évolution des pratiques d'hygiène des enfants, puis de leurs familles et ensuite de leur communauté, avec pour objectif d'améliorer leur qualité de vie¹⁸. Afin de veiller à ce que tous les aspects des bonnes pratiques d'hygiène soient bien abordés, l'éducation à l'hygiène porte sur le développement :

- a. Des connaissances et de la compréhension des informations pratiques et théoriques en matière d'hygiène. Par exemple, tous



© UNICEF/NYHQ2010-2955/Lopez

les enfants savent que les maladies telles que la diarrhée ou les infections parasitaires sont le résultat de mauvaises pratiques d'hygiène (non-lavage des mains au savon après être allé aux toilettes).

- b. D'attitudes et d'opinions personnelles sur l'hygiène, qui ont une influence sur les actions et les réactions des individus aux situations non hygiéniques. Par exemple, les enfants veulent être propres et en bonne santé. Les enfants plus âgés se sentent responsables et ont suffisamment confiance en eux pour aider les autres, notamment les plus jeunes, à avoir de bonnes pratiques d'hygiène.
- c. De compétences pratiques pour effectuer des tâches d'hygiène spécifiques. Par exemple, les enfants se lavent les mains pour prévenir les maladies et les infections.

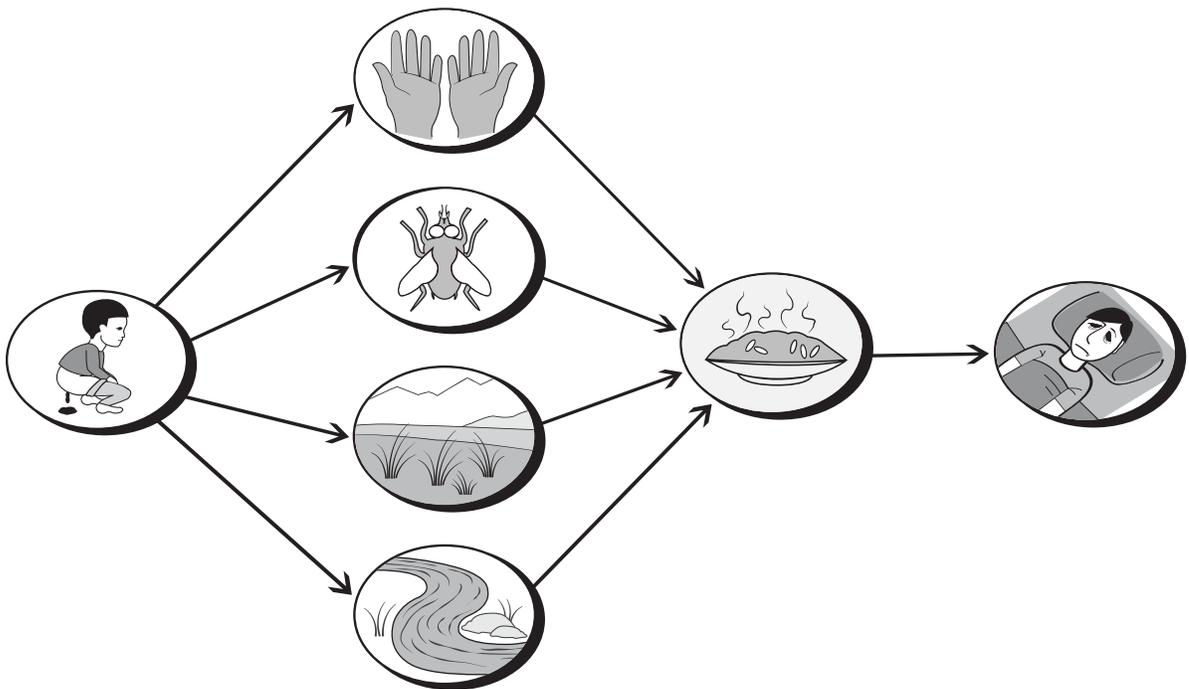
Ils évitent la contamination par les déchets solides et aident à les enterrer ou à les brûler.

Pratiques d'hygiène essentielles

L'enseignement des pratiques d'hygiène est d'autant plus efficace qu'il porte sur un nombre limité de pratiques ayant les retombées sanitaires globales les plus élevées. Faire évoluer une seule pratique peut faire une très grande différence.

Prenons un exemple de promotion des pratiques d'hygiène centrée sur une action spécifique et ses effets : le diagramme F relatif à l'assainissement et à l'hygiène¹⁹. Le diagramme F montre la voie par laquelle les germes peuvent se transmettre d'une personne à une autre.

DIAGRAMME F



Ce diagramme, les recherches scientifiques et les tests sur le terrain ont permis d'identifier les pratiques d'hygiène essentielles ayant les effets les plus importants sur les enfants d'âge scolaire. Il s'agit des pratiques les plus facilement modifiables à moindre coût, qui peuvent cependant varier en fonction du contexte.

PRATIQUES D'HYGIÈNE ESSENTIELLES POUR LES ÉLÈVES

Objectifs pédagogiques pour le développement de compétences pratiques

	Connaissances	Attitudes	Pratiques
Utilisation sûre des toilettes et urinoirs : la diarrhée et les infections parasitaires sont les deux principaux problèmes de santé qui touchent massivement les populations, et dont il est possible de se débarrasser par un usage adapté des toilettes et des urinoirs.	<p>Les excréments laissés à l'air libre sont la principale cause de transmission et de développement des maladies.</p> <p>Les pratiques peuvent générer des infections parasitaires</p>	Les enfants reconnaissent l'importance d'utiliser de façon sûre les toilettes et les urinoirs, notamment d'éliminer les fèces en toute sécurité, de procéder à une toilette anale hygiénique, puis de se laver les mains au savon.	<p>Les enfants utilisent les toilettes et les urinoirs de façon sûre, et pratiquent notamment l'élimination sûre des fèces, la toilette anale hygiénique, et le lavage des mains au savon.</p> <p>En fonction de leur âge, les enfants assurent l'entretien et le bon fonctionnement des toilettes et urinoirs de l'école.</p>
Hygiène personnelle : de nombreuses maladies peuvent être associées à une mauvaise hygiène personnelle.	L'hygiène personnelle a une influence sur les maladies.	Les enfants comprennent ce que recouvre une bonne hygiène personnelle : se laver les mains au savon (<i>voir point spécifique</i>), porter des chaussures ou des chaussons, se couper les ongles, se brosser les dents, se brosser les cheveux et se laver régulièrement le corps et les cheveux.	Les enfants se lavent les mains, portent des chaussures ou des chaussons, se coupent les ongles, se brossent les dents, se brossent les cheveux et se lavent régulièrement le corps et les cheveux, de façon systématique.
Lavage des mains au savon : le lavage des mains aux moments critiques diminue le risque de maladies diarrhéiques de 42 à 48 % et réduit de façon significative l'incidence des maladies respiratoires aiguës.	Le lavage des mains au savon réduit considérablement les maladies diarrhéiques et les maladies respiratoires aiguës.	Les enfants comprennent l'importance de se laver les mains au savon après être allé aux toilettes, avant et après les repas, avant de préparer ceux-ci et après avoir nettoyé les bébés.	Les mains sont lavées au savon après être allé aux toilettes, avant et après les repas, avant de préparer ceux-ci et après avoir nettoyé les bébés.
Hygiène féminine et masculine (des adolescents) : l'hygiène génitale et menstruelle est essentielle pour l'état de santé des femmes et pour la santé procréative en général.	<p>Le sang des règles n'est pas sale ou non hygiénique. Il est simplement constitué de sang et de tissus qui se sont détachés de la paroi de l'utérus. Les odeurs survenant pendant les règles sont causées par une mauvaise hygiène des parties génitales.</p> <p>Les symptômes d'infections de la vessie et des reins doivent être reconnus et traités.</p>	Les femmes et les hommes comprennent l'importance de procéder à un nettoyage quotidien de leurs parties génitales au savon doux et à l'eau. Pendant les règles, les femmes utilisent des serviettes stériles et essuient leurs parties génitales d'avant en arrière après la défécation.	Les femmes et les hommes procèdent à un nettoyage quotidien de leurs parties génitales au savon doux et à l'eau. Pendant les règles, les femmes utilisent des serviettes stériles et essuient leurs parties génitales d'avant en arrière après la défécation.

suite...

	Connaissances	Attitudes	Pratiques
Gestion des déchets et évacuation des eaux : une bonne gestion des déchets solides et des eaux stagnantes permet de lutter contre les parasites et limite la prolifération des moustiques et des mouches.	L'absence de collecte des déchets solides et l'eau stagnante présentent des risques sanitaires.	Les enfants font le lien entre la collecte et le traitement des déchets solides et les risques sanitaires d'ensemble. Ils comprennent la relation entre l'eau stagnante et la prolifération des moustiques et des mouches.	Les déchets solides sont collectés et traités; l'eau stagnante est évacuée.
Traitement, manipulation et stockage de l'eau : grâce à des analyses et des traitements, l'eau peut être débarrassée de toute contamination fécale ou chimique.	Lorsque cela est possible, les communautés doivent aller chercher l'eau auprès d'une source sûre et la stocker en toute sécurité. Si la source n'est pas sûre, l'eau doit être traitée en étant bouillie, filtrée ou par désinfection solaire ou chimique.	Les communautés comprennent la nécessité de traiter l'eau non sûre par ébullition, filtrage ou désinfection solaire ou chimique.	Si la source n'est pas sûre, les enfants traitent l'eau, sans exception, en la faisant bouillir, en la faisant filtrer, ou par désinfection solaire ou chimique. Faire bouillir l'eau est trop dangereux pour les enfants les plus jeunes.
Hygiène alimentaire : la consommation de nourriture saine est essentielle au bien-être et à la survie de tout être humain. Consommer des aliments « contaminés » (« intoxication alimentaire ») peut être une source importante de maladies diarrhéiques.	Il y a un lien entre l'hygiène alimentaire et les maladies. Il faut conserver les aliments de façon adaptée. Certains signes permettent de reconnaître des aliments avariés.	Les enfants savent comment conserver correctement les aliments et reconnaître les signes courants d'aliments avariés.	Les fruits et légumes crus, ainsi que la viande, la volaille et le poisson crus, sont manipulés et conservés de façon adaptée.
Dans certains cas, l'éducation à l'hygiène portant sur les problématiques WASH s'intégrera dans le contexte plus large de l'éducation à la santé ou de l'éducation à l'environnement. Dans ce cas, le paludisme, le VIH et le SIDA, la nutrition, la santé procréative, la protection de l'environnement, la réduction des risques liés aux catastrophes et le changement climatique seront également abordés.			

Participation des enfants

La participation des enfants est une condition préalable à la réussite de toute intervention WASH dans les écoles. En général, les enseignants du primaire et du secondaire ont été formés aux approches pédagogiques traditionnelles, qui laissent peu de place à une participation active des élèves. Bien que l'enseignement directif ait toute sa place, les enfants apprécient et tirent davantage profit de méthodes pédagogiques plus participatives. Ces méthodes favorisent une participation active des enfants au processus d'apprentissage et leur permettent de tirer des enseignements de leurs actions et de leurs camarades de classe.

La mise en place de pratiques d'hygiène adaptées est largement facilitée si les enfants sont autorisés à participer activement. Ainsi, les enfants :

- Apprennent et adoptent plus rapidement de nouveaux concepts et de nouvelles compétences;
- Acquièrent des connaissances utiles en participant à des activités environnementales;
- Sont source de créativité, d'énergie, d'initiative, de dynamisme et de renouveau social;

- Apportent une contribution importante à la réhabilitation et à la protection de l'environnement au sein de leurs communautés;
- Sont d'ardents défenseurs de la cause et font passer à leur famille et à leur communauté des messages en faveur d'un mode de vie sain.

Dans ce cadre, la participation des enfants peut se faire de deux façons :

- Grâce à l'utilisation par les enseignants de méthodes pédagogiques participatives ou grâce à des formateurs spécialisés en hygiène, pendant les heures de classe et dans le cadre du programme scolaire (ce qui constitue généralement une démarche plus durable);
- Grâce à des clubs d'hygiène des jeunes au sein et à l'extérieur de l'école. Ces clubs ne font pas partie du programme scolaire, dépendent davantage de la motivation et de l'enthousiasme des individus et sont donc moins pérennes.

Les méthodes pédagogiques participatives peuvent être utilisées avec l'ensemble de la classe ou bien en petits groupes. Le travail avec l'ensemble de la classe est la meilleure solution lorsque l'on utilise une méthode

impliquant l'échange de commentaires positifs entre les élèves. Le travail en groupe n'est possible que si les classes ne sont pas trop importantes ou lorsqu'un enseignant ou assistant d'enseignement peut se rendre disponible. Les activités en petits groupes sont conseillées lorsque chaque élève est amené à participer plus d'une fois ou si la méthode utilisée nécessite plus de temps pour permettre à chacun de s'entraîner. Les petits groupes permettent à chaque élève d'avoir la possibilité de participer activement et encouragent les contributions et les échanges de points de vue. Le travail de groupe permet également aux enfants de développer leurs compétences en matière de coopération et de travail d'équipe.

Les clubs d'hygiène des jeunes sont un moyen pour les élèves de s'impliquer activement pour plaider en faveur d'une école et d'une communauté saine et hygiénique. Dans les clubs, les enfants apprennent les bonnes pratiques d'hygiène et peuvent se former pour devenir eux-mêmes des éducateurs pour leurs pairs et des superviseurs des conditions d'hygiène au sein de l'école et dans la cour de récréation. Les clubs permettent également aux enseignants de mener des expériences sans les contraintes d'une classe. Ils peuvent emmener les jeunes au sein de la communauté et les faire travailler en petits groupes.

Qu'est-ce qui constitue une pédagogie participative et qu'est-ce qui ne l'est pas ?²⁰

La pédagogie participative, c'est :

- Encourager les enfants à réfléchir et à être créatifs.
- Aider les enfants à prendre leurs propres décisions et à rendre les activités d'hygiène intéressantes et amusantes.

Ce n'est pas :

- Décider à la place des enfants quelle action mener.
- Décider à la place des enfants qui sera impliqué.
- Rébarbatif et ennuyeux.

Certains éléments contribuent à une mise en place réussie de clubs d'hygiène des jeunes, à savoir :

- Les clubs de santé créés au sein de l'école en coopération avec d'autres clubs scolaires et les groupes dirigés par des enseignants.
- Les clubs de santé fonctionnant après la classe au sein de l'école grâce à des interventions extérieures, par exemple d'agents de santé communautaire ou de personnels d'ONG.
- Les clubs de santé communautaires créés et gérés par des agents de proximité en coopération avec les enfants. Ces clubs sont accessibles aux enfants scolarisés ou non, mais constituent une structure distincte, comme c'est le cas d'autres organisations (scouts, par exemple). Les enfants tiennent lieu d'éducateurs pour leurs pairs.
- Clubs de santé regroupant des pairs, mis en place et gérés par des adultes, mais dont les programmes sont menés par des pairs éducateurs, en charge des activités de groupe.

La pédagogie participative et les clubs d'hygiène des jeunes sont principalement mis en place dans le cadre de l'éducation à l'hygiène; or les expériences de certains programmes ont permis d'identifier d'autres moyens d'encourager la participation des enfants, parmi lesquelles :

- Impliquer les enfants dans le processus de conception et de rénovation de l'établissement scolaire. Les enfants voient le monde différemment des adultes et ont donc une perception différente de l'utilisation des bâtiments. Ils peuvent avoir peur dans des situations considérées comme sûres par les adultes. Solliciter le point de vue des enfants et leur demander d'étudier ensemble des solutions adaptées et acceptables augmentera les chances de réussite du programme.

- Autoriser les membres des clubs d'hygiène des jeunes ou les élèves adolescents à participer activement aux réunions, aux ateliers et aux évaluations afin de suivre et d'évaluer le programme.
- Encourager les adolescents à faire des dessins qui seront intégrés aux nouveaux supports pédagogiques adaptés à leur contexte local.

Les publications suivantes proposent d'autres exemples de développement des compétences pratiques et de plans de cours adaptés à une pédagogie participative sur les thématiques WASH :

- Child-to-Child Trust, Children for Health: Children as partners in health promotion, Macmillan Caribbean, Oxford, Royaume-Uni, 2005.
- Khamal, S., et al., « The Joy of Learning: Participatory lessons plans on hygiene, sanitation, water, health and the environment », IRC — Centre international de l'eau et de l'assainissement, Delft, Pays-Bas, 2005.
- Postma, Leonie, Renate Getkate, and Christine van Wijk, « Life Skills-Based Hygiene Education: A guidance document on concepts, developments and experiences with life skills-based hygiene education in school sanitation and hygiene, education programmes », IRC — Centre international de l'eau et de l'assainissement, Delft, Pays-Bas, en collaboration avec l'UNICEF, 2004.
- Organisation mondiale de la Santé, « Skills for Health: Skills-based health education including Life skills – An important component of a Child-Friendly/ Health-Promoting School », Série informations sur la santé à l'école de l'OMS, Document 9, OMS, Genève, 2003.

5

LIENS AVEC LES COMMUNAUTÉS

Mobiliser les parents et la communauté

Les parents et la communauté peuvent jouer un rôle important pour aider à garder l'école propre, sûre et saine et pour encourager les enfants à améliorer leurs pratiques d'hygiène. Les comités locaux, les parents et les communautés peuvent jouer les rôles suivants :

- a. *Partenaires clés lors de la planification de la mise en œuvre.* Dans de nombreux cas, les parents et les membres de la communauté représentent une main-d'œuvre non qualifiée et fournissent des matériaux locaux pour la construction des établissements scolaires. Le fait de les impliquer dans la planification permet de générer un sentiment d'appropriation de la part des parents et des membres de la communauté. Ils peuvent ensuite prendre des décisions ou des dispositions pour que la communauté puisse utiliser la citerne ou les toilettes de l'école si les foyers n'en sont pas équipés. Pour favoriser l'engagement de tous et le consensus, le comité local doit présenter ses conclusions et ses décisions à l'ensemble de la communauté. Le comité doit veiller à une représentation équitable des hommes et des femmes, des groupes ethniques et des classes sociales, afin que tous les points de vue soient pris en compte.
- b. *Contrôleurs financiers et détenteurs de fonds.* Dans le cas où une contribution des parents est nécessaire pour couvrir les frais d'entretien, de personnel de ménage, d'achat de savon et de matériel de nettoyage, les parents peuvent assurer la gestion des fonds par le biais de l'association de parents d'élèves, afin de surmonter leur méfiance éventuelle à verser de l'argent à l'école. Les contributions peuvent être faites en nature, par exemple en donnant un pain de savon ou une bouteille de produit nettoyant par an à l'école.
- c. *Superviseurs du fonctionnement et de l'entretien.* Dans la plupart des communautés, un Conseil est responsable du fonctionnement et de la gestion des dispositifs d'eau et parfois des toilettes communales. Impliquer celui-ci dès le début du projet lui permet d'intégrer la prise en charge de l'établissement scolaire dans son plan de charge. Les élèves ou du personnel spécifique peuvent se voir confier le nettoyage des toilettes.
- d. *Responsables communautaires du suivi.* La communauté et l'école ont tout intérêt à assurer un suivi des installations. Elles constatent et signalent rapidement toute réparation nécessaire et peuvent motiver les usagers de l'installation en leur présentant les retombées positives des interventions, mesurées au moyen de critères objectifs. L'information peut être diffusée à tous les niveaux : auprès des communautés et des écoles et de chaque groupe spécifique (par exemple, les filles et les femmes), auprès des autorités locales en matière d'éducation et de santé, auprès des personnels et de la direction des programmes et auprès des conseillers de programmes.
- e. *Coordonnateurs de l'utilisation des installations en cas d'urgence.* Dans de nombreuses régions du monde, les bâtiments scolaires servent d'abris temporaires pour accueillir les membres des communautés en cas d'urgence. Des installations WASH adaptées et bien entretenues au sein des écoles permettent à tous de respecter les bonnes pratiques d'hygiène en situation d'urgence et de réduire considérablement le risque de survenue et de propagation des maladies infectieuses. Cette démarche doit être coordonnée avec l'école, la communauté ou la Commission de l'eau dans la perspective plus globale de la préparation aux situations d'urgence. L'objectif principal est d'assurer l'ouverture et le

fonctionnement des écoles pendant les situations d'urgence.

bien à l'éthique de la communauté et qu'il évite les tabous culturels.

- f. *Groupes cibles pour les activités pédagogiques.* La mobilisation des parents et de la communauté garantit que ce qui est appris à l'école est appliqué à la maison, en particulier pour les enfants les plus jeunes, qui ne sont pas en mesure de faire évoluer les pratiques d'hygiène au sein du foyer sans l'implication de leurs parents. Il est donc impératif de former tous les membres de la famille à l'acquisition des bonnes compétences en matière d'hygiène et de mobiliser l'ensemble de la communauté à participer à des programmes en faveur de l'hygiène, de l'assainissement et de l'eau dans les écoles. Afin d'éviter toute confusion, la démarche doit impliquer les parents dans le contenu de l'éducation à l'hygiène dispensée à leurs jeunes enfants, et les inciter à renforcer à la maison les pratiques apprises à l'école. Cela est notamment très important pour s'assurer que le contenu correspond

Promotion de l'hygiène communautaire

En fonction des caractéristiques de la communauté concernée (urbaine/rurale, groupes ethniques, classes sociales, etc.) et du budget disponible, il existe plusieurs possibilités d'activités de promotion de l'hygiène. Les principales solutions pour les parents et les communautés sont les suivantes : éducation à l'hygiène, campagnes médiatiques de masse (comme la Journée mondiale du lavage des mains), éducation des familles et des pairs menée par les enfants, ou encore promotion participative de l'hygiène, par des actions de modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement (PHAST – *pour Participatory Hygiene and Sanitation Transformation*), des démarches d'assainissement total pilotées par la communauté et du marketing social.

JOURNÉE MONDIALE DU LAVAGE DES MAINS : À L'ÉCOLE ET DANS LES COMMUNAUTÉS



Journée Mondiale du Lavage des Mains 15 octobre

Lancée en 2008 par le Partenariat public-privé pour le lavage des mains au savon (PPPLM), la Journée mondiale du lavage des mains du 15 octobre bénéficie de l'appui d'un large éventail de gouvernements, d'institutions internationales, d'organisations de la société civile, d'ONG, d'entreprises privées et d'individus.

Les objectifs de cette Journée sont les suivants :

- Encourager et soutenir une culture tant mondiale que locale de lavage des mains au savon.
- Mettre en lumière la situation du lavage des mains dans chaque pays.
- Faire prendre conscience aux populations des bienfaits liés au lavage des mains au savon.

De nombreuses ressources, parmi lesquelles un guide de planification, des vidéos relatives au lavage des mains, et un guide des événements sont disponibles sur le site Internet officiel de la Journée mondiale du lavage des mains : <http://www.globalhandwashingday.org/>.

Comment les enfants peuvent-ils transmettre leurs connaissances en matière d'hygiène à leurs pairs, à leur famille et à leur communauté ?

- a. En diffusant les connaissances acquises à l'école, en discutant avec leurs amis et leurs parents de leurs cours d'hygiène.
- b. En montrant l'exemple, en se lavant les mains au savon aux moments critiques.
- c. En travaillant ensemble à la diffusion de ces idées et à la mobilisation de la communauté, par exemple en organisant des journées de nettoyage.

Mise à disposition d'eau et d'installations d'assainissement dans la communauté

Si les écoles bénéficient de points d'eau salubre ou de toilettes, la communauté doit également bénéficier d'installations similaires. Si la communauté est autorisée à utiliser la source d'eau mise à la disposition des écoles, des modalités officielles entre la communauté et les écoles concernées doivent régir son utilisation. Un système peut être mis en place pour la gestion du point d'eau et pour la vente d'eau à la communauté à un prix raisonnable. Le revenu ainsi généré peut couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement, ainsi que d'autres dépenses scolaires en matière d'hygiène, comme l'achat de savon et de matériels de nettoyage.

LA MÉTHODE PHAST DANS LES COMMUNAUTÉS

Faire évoluer les pratiques est difficile. Le changement est plus efficace lorsque l'on utilise des méthodes participatives, qui renforcent la découverte de soi et le sentiment d'appropriation de la démarche d'amélioration. Ces méthodes se sont avérées efficaces là où des stratégies pédagogiques classiques avaient échoué. Elles sont fondées sur les sciences du comportement humain, les méthodes de pédagogie des adultes et la mise en pratique.

L'expérience de terrain montre que les méthodes participatives peuvent être bien plus gratifiantes pour le formateur à l'hygiène ou le professionnel de santé. Des études de cas ont permis de démontrer qu'une fois essayées, ces méthodes sont considérées comme intéressantes et que les enseignants et les apprenants ne veulent pas revenir aux méthodes précédentes.

Élaborée par l'OMS au début des années 1990, la méthode PHAST a pour objectif de promouvoir l'hygiène, l'assainissement et la gestion communautaire de l'eau et des installations d'assainissement. Elle est adaptée de la méthode de pédagogie participative SARAR « *Self-esteem, Associative strength, Resourcefulness, Action planning and Responsibility* » (estime de soi, force d'association, ingéniosité, planification des actions et responsabilité), qui s'appuie sur la capacité innée des individus à s'attaquer et à résoudre leurs propres problèmes. Cette méthode vise l'autonomisation des communautés en matière de gestion de l'eau et de lutte contre les maladies liées à l'assainissement, en faisant appel à la sensibilisation et à la compréhension des problématiques de santé, ce qui permet ensuite d'aboutir à des améliorations sur le plan environnemental et comportemental.

La méthode PHAST s'appuie sur des pratiques et des supports qui favorisent la participation des femmes, des hommes et des enfants au processus de développement. Elle repose largement sur la formation des agents de vulgarisation et sur le développement de supports graphiques (regroupés dans des « boîtes à outils »), adaptés pour correspondre aux caractéristiques culturelles et physiques des communautés vivant dans une zone donnée. La réalisation des supports PHAST nécessite de former les artistes et les agents de vulgarisation.

6

ENSEIGNANTS, GESTIONNAIRES DES ÉCOLES ET FORMATION

Motiver les enseignants et les gestionnaires des écoles

Pour être durables et menés à bien, les programmes WASH dans les écoles nécessitent la mobilisation et l'appui des enseignants et des gestionnaires des écoles. Dans la plupart des écoles, le programme scolaire prévoit une éducation à la santé ou à l'hygiène sous une forme ou une autre, à laquelle les enseignants ont été formés. Les améliorations doivent s'appuyer sur les connaissances existantes. La formation des enseignants doit notamment porter sur le changement d'attitude envers les programmes WASH dans les écoles. Les actions suivantes peuvent y contribuer :

- a. Expliquer que ce programme ne constitue pas une matière supplémentaire, mais plutôt un ensemble de compétences pratiques mises en application par les enfants à l'école, à la maison et au sein de la communauté pour améliorer de façon globale leur état de santé et les conditions d'hygiène dans lesquelles ils vivent.
- b. Comprendre que les enfants ne sont pas uniquement destinataires d'informations, mais qu'ils peuvent aussi promouvoir activement la santé et l'hygiène.

Actuellement, la plupart des interventions WASH dans les écoles sont réalisées dans le cadre d'une démarche de programme : les enseignants sont formés par des ONG ou des agences, souvent en coordination avec le Ministère de l'éducation. Les supports pédagogiques sont également mis à disposition par le programme. Des initiatives à plus grande échelle s'appuient sur une démarche de formation de formateurs, en formant un ou deux enseignants par école, censés transmettre les informations à leurs collègues. Cette approche risque cependant de ne pas être pérenne, car les enseignants formés peuvent quitter l'école ou simplement ne pas

avoir suffisamment de motivation ou de temps pour former les autres enseignants.

Les thématiques WASH doivent donc devenir une matière à part entière dans les programmes de formation des enseignants et dans les programmes scolaires.

Former les enseignants

Dans de nombreux pays, l'engagement pris au niveau national dans les programmes WASH dans les écoles a abouti à l'intégration de cours spécifiques sur l'éducation à l'hygiène dans les programmes des établissements de formation des enseignants. Au fur et à mesure de l'intégration des actions WASH dans les écoles dans les programmes nationaux, il sera nécessaire de former les enseignants en cours d'emploi. La formation initiale et continue des enseignants doit porter à la fois sur le contenu et sur la méthode de présentation des actions WASH dans les écoles.



© UNICEF/NYHQ2008-1117/Nesbitt

Méthodes pédagogiques pouvant être utilisées dans le cadre de l'éducation à l'hygiène²¹ :

Méthodes convenant aux enfants âgés de 6 à 8 ans	Méthodes convenant aux enfants âgés de 8 à 11 ans	Méthodes convenant aux enfants âgés de 12 à 15 ans
<p>Écouter, lire et raconter des histoires</p> <p>Réciter des poèmes et chanter des chansons</p> <p>Interpréter de courtes scènes de théâtre ou de jeux de rôle</p> <p>Regarder et participer à différents types de spectacles de marionnettes</p> <p>Jeux de tri simples</p> <p>Jeux et exercices sur la langue et les chiffres</p> <p>Marches, observations simples</p> <p>Démonstrations de compétences avec observation et analyse par les pairs</p> <p>Jeux et concours de mouvement</p> <p>Conversations et discussions</p> <p>Dessin, peinture, coloriage, modelage à l'argile</p> <p>Réalisation de tâches d'hygiène simples</p> <p>Présentation aux parents et aux membres de la famille</p>	<p>Écouter, lire et analyser, et raconter des histoires</p> <p>Jeux-questionnaires</p> <p>Conversations et discussions</p> <p>Chant et danse</p> <p>Dessin et peinture</p> <p>Réalisation de différents modèles</p> <p>Rédactions et écriture créative</p> <p>Remue-méninges</p> <p>Excursions</p> <p>Interprétation de pièces de théâtre, jeux de rôle, pantomimes, démonstrations de compétences</p> <p>Observation et analyse des pairs</p> <p>Jeux de langue et de calcul, comme les mots croisés</p> <p>Concours</p>	<p>Écouter, lire et raconter des histoires</p> <p>Analyser et écrire des histoires</p> <p>Discussions en groupe et en classe</p> <p>Chant et danse</p> <p>Dessin et peinture</p> <p>Remue-méninges</p> <p>Interprétation de pièces de théâtre, jeux de rôle, pantomimes, démonstrations de compétences</p> <p>Observation et analyse des comportements des pairs et des membres de la famille</p> <p>Observation et cartographie de l'école/la communauté ou excursions</p> <p>Jeux de langue et de calcul, jeux-questionnaires et puzzles</p> <p>Concours</p> <p>Réalisation de tâches d'hygiène dans un but pédagogique, par exemple pour aider des enfants plus jeunes à se rendre aux toilettes et à se laver les mains</p>

La méthode pédagogique doit également prendre en compte les éléments clés suivants :

- Intégrer l'éducation à l'hygiène dans le programme scolaire;
- Mettre en œuvre une pédagogie axée sur la polyvalence en associant l'éducation à l'hygiène avec d'autres compétences de base, telles que la lecture, l'écriture, l'arithmétique et la géographie;
- Adapter la méthodologie à la culture locale et au contexte socio-économique et mettre l'accent sur l'égalité des sexes;
- Se tourner vers les familles et les communautés;
- Veiller à ce qu'il y ait suffisamment de supports pédagogiques à des prix abordables pour tous les enseignants et les élèves;
- Assurer le suivi et l'évaluation des conditions, des pratiques et des progrès réalisés;
- Dispenser un apprentissage, à l'école ou dans le cadre de programmes d'éducation de base, portant sur les besoins et priorités d'hygiène réels des communautés au sein desquelles les enfants vivent;
- Adapter la pédagogie en fonction du degré de développement des enfants et du groupe d'âge.

7

ÉLÉMENTS DE PREUVE ET PLAIDOYER

La pertinence et l'importance des interventions WASH dans les écoles reposent sur de solides travaux de recherche. Cette partie met en évidence les études portant sur : 1) les effets des interventions WASH dans les écoles sur la santé et l'apprentissage, 2) les tâches ménagères liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, 3) les besoins spécifiques des adolescentes et 4) les effets à long terme. Ces études peuvent fournir des informations utiles aux responsables politiques et aux décideurs et leur permettre de prendre des décisions éclairées en ce qui concerne l'affectation des ressources aux programmes WASH dans les écoles. Elles peuvent également encourager les universitaires locaux à s'appuyer sur ces travaux et à approfondir leurs connaissances sur l'importance des programmes WASH dans les écoles.

Effets sur la santé et l'apprentissage

L'apprentissage, l'hygiène et la santé sont intimement liés. L'école est l'endroit où les enfants passent la majeure partie de leur temps. Si les conditions d'hygiène y sont mauvaises, les enfants sont exposés à des risques de maladies et d'infections. Il y a un lien direct entre la diarrhée et l'hygiène dans les écoles. Les enfants peuvent ramener chez eux les agents infectieux contractés sur le lieu de garde ou à l'école, et infecter ainsi d'autres membres du foyer.

Le programme WASH dans les écoles met généralement l'accent sur les infections diarrhéiques et parasitaires. Il s'agit des deux principaux types de maladies qui touchent les enfants d'âge scolaire et dont la prévalence peut être considérablement réduite grâce à l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles²².

La diarrhée, qui touche un nombre plus important d'individus que toute autre maladie, peut être causée par une grande variété de virus, bactéries et parasites. Quatre-vingts pour cent des maladies diarrhéiques sont dues à l'utilisation d'eau insalubre et à des problèmes d'assainissement et d'hygiène²³.

La diarrhée est un des principaux motifs d'absence des enfants à l'école. Récemment, une campagne de promotion du lavage des mains au savon, menée auprès de 30 écoles primaires en Égypte a permis de réduire l'absentéisme lié aux diarrhées de 30 pour cent²⁴. Des résultats similaires ont été observés en Chine et en Colombie²⁵. Chacune de ces études a également montré que l'amélioration de l'hygiène des mains permettait de réduire considérablement l'absentéisme lié aux maladies respiratoires.

La diarrhée est également une des causes de la malnutrition chronique et des retards de croissance²⁶. Les épisodes diarrhéiques exacerbent le lien entre malnutrition et infection, puisque les enfants ont tendance à manger moins et ne sont capables d'absorber autant de nutriments. Chaque épisode aggrave la malnutrition, la résistance aux infections et, en cas de crise prolongée, les effets néfastes sur la croissance et le développement²⁷.

Une étude menée au Brésil a suivi 73 enfants brésiliens pour évaluer leurs résultats scolaires²⁸. Elle a montré un lien entre les effets de la diarrhée infantile sur le niveau ultérieur de préparation à l'école et de résultats scolaires, révélant ainsi les coûts humains et économiques potentiels à long terme de la diarrhée infantile.

Les infections intestinales par les vers, parmi lesquelles l'ankylostomiase, la trichocéphalose, l'ascaridiose et la

schistosomiase/bilharziose touchent environ une personne sur quatre dans le monde. Ces infections se transmettent par le biais de milieux non hygiéniques dans les sols ou dans l'eau et de mauvaises pratiques d'hygiène (aliments, mains). La prévalence est plus élevée chez les enfants d'âge scolaire que dans tout autre groupe. On estime que 47 % des enfants âgés de 5 à 9 ans dans les pays en développement risquent de souffrir d'une infection par des vers²⁹. Ces maladies seraient uniquement dues à de mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène³⁰.

Les vers se transmettent facilement au sein des groupes d'enfants qui jouent ensemble, se touchent, se rendent aux toilettes et souvent, ne se lavent pas les mains au savon en sortant. Ils sont une des causes les plus importantes de retard de croissance physique et intellectuel³¹.

Les programmes de lutte contre les vers menés dans des écoles ont eu des effets considérables. Au Kenya, par exemple, le traitement a permis de diminuer l'absentéisme d'un quart et les meilleurs résultats ont été obtenus chez les plus jeunes enfants, dont l'état de santé était le moins bon³².

L'amélioration des installations d'assainissement a également permis de faire reculer les maladies gastro-intestinales. Les travaux de recherche ont fait état d'une diminution de 34 % dans 12 études réalisées dans des pays en développement³³. Le lavage des mains au savon constitue également une protection importante contre la transmission des maladies et a été cité comme étant l'une des interventions de santé publique les plus rentables³⁴. Il permet de diminuer l'incidence des maladies diarrhéiques de 42 à 48 %³⁵. Les interventions d'améliorations de la qualité de l'eau à la source, ainsi que la mise en place de dispositifs de traitement et de stockage sûr au niveau du point d'eau, ont permis de réduire considérablement l'incidence de la diarrhée, jusqu'à 17 %³⁶.

Ces statistiques démontrent à quel point il est important de promouvoir le lavage des



© UNICEF/NYHQ2010-1544/Asselin

mains au savon chez les enfants et dans leur entourage, de réfléchir aux différentes solutions techniques permettant de fournir de l'eau et des installations d'assainissement et d'encourager les bonnes pratiques d'hygiène.

Tâches ménagères liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement

Beaucoup d'enfants arrivent en retard à l'école parce qu'ils doivent parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau, une tâche qui incombe souvent aux filles. Lorsque les enseignants demandent aux enfants d'aller chercher de l'eau, ce sont souvent les filles qui sont désignées pour cette tâche, en fonction du pays et du contexte culturel. Lorsqu'un membre de la famille est souffrant, souvent à cause d'une maladie liée à l'eau et à l'assainissement, les filles sont plus susceptibles de devoir rester à la maison pour en prendre soin.

Une étude menée au Ghana a démontré l'existence d'une relation étroite entre le temps passé au transport de l'eau et l'assiduité des filles à l'école³⁷. Une diminution du temps de collecte de 15 minutes a permis d'augmenter le nombre de filles présentes à l'école de 8 à 12 %. L'incidence du temps de transport sur l'assiduité à l'école est plus forte

ABSENCE DE LAVAGE DES MAINS DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

- Au Kenya, une évaluation des interventions WASH dans les écoles a révélé que seulement 5 % des écoles mettaient du savon à disposition des enfants. D'après les observations réalisées, moins de 2 % des enfants (21 seulement sur 951) se lavaient les mains au savon³⁸.
- Une évaluation menée en Inde a montré que le lavage des mains avant les repas à l'école était bien plus fréquent dans les districts bénéficiant de programmes WASH dans les écoles soutenus par l'UNICEF que dans les districts témoins. Néanmoins, le savon était rarement utilisé lors du lavage des mains (2 % des enfants ou moins), ce qui remettait largement en cause son efficacité³⁹.
- D'après une évaluation des programmes pilotes WASH dans les écoles menée dans six pays (Burkina Faso, Colombie, Népal, Nicaragua, Viet Nam et Zambie), la mise à disposition de savon semble être un problème important dans la plupart des écoles. « Cela met en péril la démarche éducative visant à promouvoir l'usage du savon et en définitive, un faible nombre d'élèves se lavent effectivement les mains au savon. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'absence de savon, par exemple la crainte qu'il ne soit volé ou encore l'impossibilité pour l'école d'en acheter en raison de son prix élevé »⁴⁰.

si le trajet dure plus de 30 minutes.

Les études menées dans les écoles démontrent que l'appartenance à des clubs pour l'eau salubre, l'enseignement entre pairs, ou encore l'utilisation de supports pédagogiques, jeux de rôle ou chansons portant sur le sujet peuvent avoir une influence sur les pratiques de lavage des mains⁴¹. D'après ces études, alors que les enseignants arrivent à transmettre les connaissances aux élèves, ce sont ces élèves qui peuvent à leur tour influencer les membres de leur famille en leur communiquant ces informations, ce qui peut se répercuter sur l'évolution des pratiques à l'échelle de la communauté⁴². Trois études communautaires ont souligné le rôle majeur joué par les élèves dans l'éducation au lavage des mains⁴³.

Besoins des adolescentes

De plus en plus, les données indiquent que

l'absence de toilettes ou de toilettes séparées pour les filles dans les écoles est une des principales raisons pour lesquelles les parents interdisent à leurs filles d'aller à l'école⁴⁴. Pour que les adolescentes viennent à l'école pendant leurs règles, elles doivent pouvoir bénéficier de toilettes adaptées aux filles, d'eau pour la toilette et de réceptacles pour jeter leurs serviettes hygiéniques⁴⁵. Dans le cas contraire, elles risquent de ne pas se sentir suffisamment à l'aise pour rester en classe.

Bien qu'il existe peu de données scientifiques sur le sujet, les filles indiquent souvent que l'absence de protection hygiénique pendant les règles est un obstacle à leur assiduité à l'école. Le fait de rester à la maison peut également être motivé par des croyances et habitudes religieuses et culturelles. Beaucoup de filles et de jeunes femmes préfèrent rester chez elles, puisqu'elles n'ont pas à se soucier d'avoir des protections hygiéniques ou des vêtements qui les dissimulent. Le fait de s'absenter de



© UNICEF/NYHQ2008-1078/Nesbitt

l'école plusieurs jours par mois, ce qui peut représenter 10 à 20 % des jours d'école, peut avoir des conséquences négatives sur l'apprentissage et les résultats scolaires des filles. Cet absentéisme peut même les amener à arrêter complètement l'école.

La non-scolarisation des filles a des conséquences économiques. Les recherches montrent que pour toute augmentation de 10 % de l'alphabétisation des femmes, la croissance économique d'un pays augmente de 0,3 %⁴⁶. Les femmes ayant bénéficié d'une éducation ont plus de chances d'élever des enfants en bonne santé, bien nourris et instruits, d'être en mesure de se protéger de l'exploitation et du SIDA et de développer des compétences leur permettant de participer activement à la vie de leurs sociétés.

Un autre besoin existe, qui n'est pas pris en compte : les programmes scolaires n'abordent généralement pas la question des règles et de la puberté d'une façon qui soit adaptée aux filles. Le traitement du sujet

ne permet pas aux filles de comprendre les changements qui s'opèrent dans leurs corps en pleine transformation. Par exemple, de nombreux manuels de biologie présentent des silhouettes asexuées et ne font aucune mention de l'hygiène féminine et menstruelle, de l'hygiène masculine, de la prise de conscience de son corps, du processus de développement ou des changements qui ont lieu à la puberté. Les filles et les garçons sont maintenus dans l'ignorance de leurs propres corps.

Conséquences à long terme

Selon une étude sur les effets à long terme des programmes communautaires d'éducation à l'hygiène qui s'adressent aux adultes et aux enfants, les nouvelles pratiques ne disparaissent pas avec le temps⁴⁷. Les individus ne reviennent pas à leurs pratiques précédentes, moins hygiéniques. Au contraire, les données indiquent que les pratiques d'hygiène perdurent après la fin de l'intervention. Dans cinq pays, 25 corrélations ont été effectuées entre les pratiques d'hygiène et la date de fin du programme. Les résultats ont montré que même lorsque le programme s'était terminé sept ou neuf ans avant l'enquête, environ quatre femmes sur cinq (soit 80 %) utilisaient toujours fréquemment leurs latrines.

D'après les chercheurs, le lavage des mains, comme le brossage des dents, s'inscrirait dans des habitudes quotidiennes, souvent prises pendant l'enfance⁴⁸. L'école est donc l'endroit idéal pour dispenser l'éducation à l'hygiène, qui permet aux enfants d'apprendre et de maintenir toute leur vie de bonnes pratiques d'hygiène.

8

SUIVI ET ÉVALUATION

Pourquoi assurer un suivi et une évaluation

S'il est bien conçu et bien utilisé, un dispositif de suivi et d'évaluation permet de savoir si la mise en œuvre d'un programme favorise la réalisation de ses objectifs, s'il est nécessaire de réorienter la démarche de mise en œuvre, comment l'environnement du pays influence les résultats et les réalisations sur le terrain et quels autres éléments pourraient venir appuyer la prise de décisions et la gestion du projet.

Le suivi doit être une activité permanente des programmes WASH dans les écoles. Au-delà de la simple collecte d'informations qui permet de « voir où l'on en est », un bon dispositif de suivi et d'évaluation peut avoir de multiples objectifs :

- Plaider auprès d'un organisme de décision ou de financement, l'influencer ou le persuader d'accorder un plus grand intérêt ou davantage de ressources aux programmes WASH dans les écoles, de faire évoluer une politique ou une loi, ou encore d'accepter de renforcer l'ensemble du secteur de l'assainissement, de l'eau et de l'hygiène.
- Assurer la planification stratégique et procéder à l'attribution des ressources financières pour réaliser un diagnostic ou diriger des interventions. Le suivi permet d'aider les décideurs et les responsables de la planification au sein du gouvernement, des organisations donatrices et de la société civile à décider comment cibler au mieux les investissements, l'assistance technique et les autres interventions WASH dans les écoles.
- Programmer la conception, la gestion et l'évaluation des interventions :
 - Guider les choix quant aux démarches, technologies et méthodologies à utiliser pour une efficacité maximale

dans la réalisation des objectifs spécifiques WASH dans les écoles (Conception de programme).

- Permettre aux responsables de programmes spécifiques de contrôler l'efficacité et l'efficience du programme et d'évaluer s'il a bien été géré conformément à ce qui était prévu. Il ne s'agit pas d'évaluer ici la validité ou l'efficacité de la conception même du programme (Gestion de programme).
- Proposer un regard périodique et objectif sur les progrès et résultats d'ensemble enregistrés par le programme ou le projet concerné, analyser les raisons du succès ou de l'échec et formuler des recommandations pour son développement futur (Évaluation de programme).



© UNICEF/NYHQ2010-1298/Ramonedá

- Veiller à une responsabilisation externe vis-à-vis des écoles, des enseignants, des enfants, des décideurs et des donateurs, suivre la consommation des ressources et la répartition des retombées positives du programme, assurer un contrôle qualité des programmes, évaluer la rentabilité des investissements, suivre la pérennité environnementale et financière et évaluer l'efficacité globale de l'aide.
- Apprendre à aller de l'avant, à saisir et à partager les innombrables expériences et contributions de toutes les parties prenantes aux programmes WASH dans les écoles, accumulées sur de vastes territoires et de longues périodes.

Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) et statistiques nationales sur les programmes WASH dans les écoles

L'existence et le niveau d'utilisation des installations WASH et des pratiques d'hygiène chez les élèves doivent être intégrés à un système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), plutôt qu'à un dispositif de suivi et d'évaluation. L'intégration des interventions WASH dans les écoles dans le SIGE apporte davantage d'informations quant aux problèmes et aux défis existants sur le plan pédagogique, comme le lien éventuel entre les actions WASH et l'assiduité ou le maintien à l'école.

Hébergé au sein du Ministère de l'éducation, le SIGE est conçu pour recueillir, traiter, analyser et diffuser de manière systématique les informations relatives au développement pédagogique. Les données analysées par le SIGE peuvent fournir des informations et des éléments de preuve utiles dans le cadre de la planification, de la mise en œuvre et de la prise de décisions. Elles constituent également une ressource précieuse pour mesurer les performances du système d'éducation et identifier ses

forces et faiblesses en matière de personnel, d'élèves, d'écoles et d'équipements.

De nombreux pays ont mis en place des SIGE, souvent grâce à l'appui technique et financier des donateurs internationaux et des banques de développement.

Malgré l'intégration récente des actions WASH dans de nombreux SIGE, il existe peu de données statistiques sur les installations WASH dans les écoles. En 2008, dans les 60 pays où l'UNICEF avait classé les interventions WASH comme prioritaires, seuls 46 pour cent des écoles disposaient d'un accès à des installations d'eau adaptées et 37 pour cent à des installations d'assainissement. Ces statistiques se basent sur les normes gouvernementales, souvent moins contraignantes que les normes souhaitables sur le plan de l'hygiène.

Comment suivre et évaluer les interventions WASH dans les écoles

Les dispositifs de suivi et d'évaluation comprennent généralement trois composantes, mises en œuvre de préférence à l'échelle nationale, locale et de l'école/de la communauté : 1) un état des lieux avant la mise en œuvre du programme; 2) un suivi pendant la mise en œuvre; 3) une évaluation après la mise en œuvre.

Le suivi des actions WASH suit le même schéma. Un état des lieux, réalisé avant la mise en œuvre du programme, sert de base au dispositif de suivi et d'évaluation. Ce dispositif assure ensuite le recueil des informations et les compare avec l'état des lieux, afin d'évaluer les progrès réalisés et d'ajuster autant que nécessaire les actions WASH dans les écoles. Les dispositifs de suivi et d'évaluation des interventions WASH dans les écoles doivent distinguer clairement les indicateurs (mesurables par rapport à la situation réelle, comparaison entre les installations prévues et les

installations existantes, suivi des progrès réalisés, suivi de l'entretien) et la méthode de mesure (définition des rôles et des responsabilités). En complément au suivi des actions WASH dans les écoles effectué dans le cadre du SIGE et d'enquêtes nationales, un suivi régulier au sein des écoles elles-mêmes doit être encouragé.

Suivi dans le cadre du SIGE

Plusieurs questions peuvent être intégrées au SIGE pour faciliter la collecte de données et d'éléments de suivi pertinents, qui permettront ensuite aux décideurs de prendre des décisions éclairées quant à la programmation des actions WASH dans les écoles. Ces questions peuvent être regroupées sous les intitulés suivants : informations sur l'école, eau, assainissement, hygiène, élimination des déchets, fonctionnement et entretien (*Voir des exemples de questions en page 41*).

Enquête nationale

Dans le cadre d'une enquête nationale, il est recommandé d'utiliser un ensemble plus exhaustif de questions, d'observations et de recommandations à l'usage de groupes de discussion. La réalisation d'enquêtes thématiques ou à l'échelle infranationale doit être encouragée⁴⁹.

Enquête nationale

Une initiative menée par l'UNICEF et le Gouvernement indien a permis de réaliser des actions de suivi, parmi lesquelles⁵⁰ :

- a. Des visites régulières des écoles réalisées par les comités communautaires, les agents des Ministères de la santé et de l'éducation, les membres des associations de parents d'élèves et les comités de gestion des écoles.

- b. Des réunions d'examen régulières au niveau local, municipal, du district et régional.
- c. Des visites d'inspection qualité et d'examen effectuées par les Ministères de la santé et de l'éducation.
- d. La mise en place d'un système de rapports d'avancement.
- e. La production d'études d'impact par un évaluateur indépendant.
- f. La documentation d'études de cas et de cas exemplaires de réussite.

Cette initiative a également recommandé la mise en place d'activités participatives de suivi au sein des écoles permettant de mobiliser les enfants et les enseignants à l'aide de tableaux de suivi, d'exercices de cartographie, de marches autour des thématiques WASH, etc.



© UNICEF/NYHQ2010-2829/Sautereau

ENCADRÉ D'EXEMPLE DE QUESTIONNAIRE SIGE*

Partie 1 : Eau

Indicateur (questions de base) : il existe un point d'eau en service à l'intérieur ou à proximité de l'école. Indicateur (questions de base et questions complémentaires) : Il existe un point d'eau en service à l'intérieur ou à proximité de l'école, qui fournit une eau en quantité suffisante pour répondre aux besoins de l'école, potable et accessible aux enfants handicapés.

Questions de base

Question 1 : quelle est la principale source d'approvisionnement en eau de l'école ? (choisir une seule réponse) (*Ces définitions doivent être modifiées et simplifiées dans chaque pays*).

Eau courante dans les bâtiments de l'école	
Eau courante dans la cour ou sur le terrain de l'école	
Robinet/fontaine publique	
Puits tubé/forage	
Puits creusé protégé	
Puits creusé non protégé	
Source protégée	
Source non protégée	
Collecte des eaux de pluie	
Eau en bouteilles	
Chariot équipé d'un petit réservoir/tonneau	
Camion-citerne	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal, canaux d'irrigation)	
Pas d'eau à l'intérieur ou à proximité de l'école	
Autre	

Question 2 : le point d'eau est-il actuellement en service ? (choisir une seule réponse)

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

Questions complémentaires

Question 3 : y a-t-il suffisamment d'eau pour l'école ? (choisir une seule réponse)

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

Question 4 : l'eau est-elle traitée avant d'être bue ? (choisir une seule réponse)

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

Question 5 : les installations d'eau sont-elles accessibles aux enfants handicapés ? (une seule réponse)

Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

* Plus d'informations concernant les indicateurs sur les actions WASH dans les écoles sont disponibles dans la publication intitulée « Outils de suivi des Programmes d'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) dans les Écoles » mise au point par le Bureau régional de l'UNICEF pour la région Asie de l'Est/Pacifique.

9

LE PASSAGE À PLUS GRANDE ÉCHELLE

Plusieurs éléments sont nécessaires pour déployer le programme WASH dans les écoles à plus grande échelle : la pérennité financière, un intérêt politique plus prononcé, une coopération entre les ministères, une politique nationale concernant les actions WASH dans les écoles inscrite dans la stratégie globale en faveur d'une éducation de qualité, ainsi que des politiques et normes nationales dans les secteurs concernés. L'objectif final de toute intervention WASH dans les écoles est sa pérennité à long terme et son intégration dans le système.

Pour être déployé à grande échelle, le programme WASH dans les écoles doit être piloté par une institution responsable, de préférence le Ministère de l'éducation, qui veillera à mobiliser tous les ministères concernés : santé, travaux publics, finances, gouvernance locale et eau. Un engagement politique en faveur de l'éducation de la santé des enfants permet d'offrir un environnement favorable à la mise en œuvre, au fonctionnement et au maintien des programmes WASH dans les écoles et de reproduire efficacement des projets pilotes de dimension restreinte à plus grande échelle.

Sans volonté politique, et donc sans politiques et budgets spécifiques, les programmes WASH dans les écoles en restent à l'état d'interventions à échelle réduite, bénéficiant d'un financement externe et ne dépassant jamais la phase pilote. Dans les pays à faible revenu, l'UNICEF, les institutions donatrices, les ONG et d'autres acteurs assurent le financement de l'investissement, mais le gouvernement et les communautés doivent toujours prendre en charge les frais de fonctionnement, d'entretien et de remplacement des supports pédagogiques et des équipements.

Pérennité financière

Dès leur mise en place, les programmes WASH dans les écoles doivent disposer d'une politique financière qui garantit leur pérennité à long terme. La mise en place de politiques financières nationales claires permet d'encourager une utilisation plus efficace, équitable et durable des ressources, par la promotion de démarches de recouvrement des coûts ou de financement par les partenaires gouvernementaux. S'il existe une politique de recouvrement des coûts pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, elle doit également concerner les projets mis en place dans les écoles.

Avec la contribution du Ministère de la santé et des autres ministères concernés par le secteur WASH, le Ministère de l'éducation devra établir des politiques financières spécifiques pour les programmes WASH dans les écoles. Il devra également définir les modalités de répartition des coûts, le cas échéant, entre les autorités nationales, les autorités locales, les communautés, les écoles, les enfants, les enseignants et les parents.

De plus, les autorités devront aider à mettre au point des mécanismes de financement des coûts de remplacement et des coûts variables, tels que l'achat de savon et d'autres fournitures, ou les frais de fonctionnement et d'entretien. Dans de nombreux cas, les écoles, les parents, les communautés ou les entreprises locales prendront en charge ces coûts, mais les collectivités locales doivent veiller à ce que des comptes soient rendus. Jusqu'à présent, de nombreux programmes ont rencontré des difficultés pour dépasser la phase pilote, en raison de capacités insuffisantes et de l'absence de planification et de gestion financières.

L'absence de données fiables concernant les programmes WASH dans les écoles est un des obstacles qui freine la mise en œuvre des droits des enfants. Il n'existe aucune base de données mondiale sur l'existence et l'état des installations de base en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les écoles. L'UNICEF s'efforce de recueillir les informations disponibles dans les pays où l'organisation apporte son soutien aux interventions d'assainissement dans les écoles. Il n'est donc possible de proposer que des estimations sommaires des besoins d'actions WASH dans les écoles, qui reposent en grande partie sur les hypothèses suivantes :

1. Il y a environ 600 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans les pays en développement⁵¹.
2. Dans de nombreux pays en développement, seule la moitié environ des écoles primaires dispose d'un approvisionnement en eau et un tiers seulement bénéficie d'installations d'assainissement⁵².
3. Les données issues de plusieurs pays indiquent que le coût moyen de l'assainissement à l'école et de l'éducation à l'hygiène est d'environ 20 dollars par élève⁵³.
4. Sur cette somme, 10 dollars sont consacrés à l'approvisionnement en eau, 8 dollars à l'assainissement et 2 dollars à l'éducation à l'hygiène, les coûts de renforcement des capacités, de suivi, de plaidoyer, de mobilisation sociale, etc. étant inclus dans ce coût « par élève »⁵⁴.

Sur la base de ces chiffres, l'estimation des besoins à l'échelle mondiale est la suivante :

Approvisionnement en eau dans les écoles	300 millions d'enfants x 10 dollars	3 milliards de dollars
Assainissement dans les écoles	400 millions d'enfants x 8 dollars	3,2 milliards de dollars
Éducation à l'hygiène	600 millions d'enfants x 2 dollars	1,2 milliard de dollars

Coût total estimé : 7,4 milliards de dollars

Une politique financière efficace repose sur six principes de conception fondamentaux⁵⁵ :

1. Le coût total prévisionnel des programmes WASH dans les écoles doit inclure les coûts d'investissement en matériel ainsi que l'achat des logiciels. Le calcul doit se baser sur les informations les plus récentes et doit être mis à jour régulièrement pour s'aligner sur les coûts réels, en tenant compte de la pérennité du projet et des coûts récupérés auprès des usagers.

Les calculs doivent intégrer :

Coûts initiaux d'investissement

- i. Construction, rénovation ou amélioration des installations
- ii. Élaboration de méthodologies et de supports d'éducation à l'hygiène
- iii. Formation des enseignants
- iv. Formation à la gestion pour les administrateurs scolaires
- v. Mise au point et production des supports pédagogiques
- vi. Coûts supplémentaires pour la mise en place de structures telles que la collecte des eaux de pluie ou la création de jardins potagers.

Coûts récurrents

- i. Coûts fixes
 - Remboursement des emprunts
 - Salaires des personnels spécialisés de fonctionnement et d'entretien
- ii. Coûts variables
 - Savon pour le lavage des mains, détergents pour le nettoyage des installations, matériel de toilette anale, matériel de séchage des mains après la toilette

- Produits chimiques ou combustibles pour le traitement et/ou l'ébullition de l'eau

Coûts de remplacement

- i. Pièces détachées et/ou de remplacement qui peuvent être nécessaires, en fonction des technologies utilisées.
2. Les coûts liés aux logiciels doivent être pris en compte, y compris les dépenses de formation des enseignants, de programmes pédagogiques, de formation à la gestion environnementale et à la gestion de projet, ainsi que les dépenses de suivi et d'accompagnement. Ces coûts doivent être considérés comme faisant partie d'un programme global d'amélioration du cadre scolaire. Il est recommandé que les coûts liés aux installations sanitaires, de lavage des mains et d'approvisionnement en eau soient pris en charge par le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'éducation.
3. Les contributions locales aux coûts d'investissement doivent être proportionnelles au niveau de service proposé par l'installation concernée. La communauté scolaire pourra par exemple contribuer davantage si la solution retenue est plus onéreuse. Cette politique permettra à la communauté scolaire de choisir de façon judicieuse entre différents niveaux de service. L'expérience montre que le fait de subventionner tous les niveaux de service peut inciter les communautés à choisir des installations bien trop onéreuses, générant ainsi des atteintes ingérables qui ne peuvent pas être répliquées ou déployées à plus grande échelle (sauf si l'État ou le gouvernement accorde une dotation adaptée pour le fonctionnement et l'entretien).
4. Pour garantir la durabilité des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les coûts de construction, de fonctionnement et

de maintenance doivent être pris en charge par le budget de l'éducation, puisque l'approvisionnement en eau et l'assainissement à l'école sont des éléments essentiels d'une éducation de base. Les sources potentielles de financement peuvent notamment être des dons, les budgets d'entretien des écoles, des contributions versées par les parents ou les enseignants, par les villages, par les comités de gestion des écoles, ou encore provenir d'activités génératrices de revenus⁵⁶.

5. Une stratégie de financement commune à l'ensemble du secteur permet d'éviter que des projets et programmes mis en œuvre par différentes agences ou organisations ne se fassent concurrence.
6. Des plans de gestion financière et de répartition des coûts doivent être élaborés au niveau de l'école. Les modalités de fonctionnement et d'entretien des installations WASH dans les écoles doivent être fixées avant la mise en œuvre du projet et doivent au minimum intégrer les coûts récurrents et les coûts de remplacement. Des mécanismes de recouvrement des coûts doivent être mis en place si les ressources provenant des budgets scolaires sont insuffisantes. Ils peuvent notamment prendre les formes suivantes : frais d'utilisation payés par les parents ou les élèves, versements en nature par le don de savon, de matériels de nettoyage ou de travail, ou activités génératrices de revenus, telles que la vente de surplus d'eau ou de la production issue du potager scolaire. Ces mécanismes ne doivent pas constituer un frein empêchant les familles pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école.

Environnement politique favorable

Lors de l'établissement des priorités, les gouvernements nationaux et les collectivités locales ont tendance à se concentrer en premier lieu sur les programmes dans

lesquels leurs intérêts sont directement en jeu. Ils risquent d'être moins enclins à prêter attention à des interventions à échelle réduite, comme les initiatives WASH dans les écoles, qui cherchent à faire évoluer les pratiques d'hygiène, nécessitent des investissements faibles et sont du ressort de plusieurs parties prenantes et prestataires de services.

Afin de créer un environnement favorable aux programmes WASH dans les écoles, les actions de plaidoyer doivent démontrer les liens existants entre l'hygiène, l'éducation et les services d'eau et d'assainissement, présenter en quoi les interventions WASH sont utiles aux élèves, au personnel des écoles, aux familles, aux communautés et au pays de façon générale, et reposer sur des preuves factuelles solides.

Rôles et responsabilités potentiels des décideurs politiques

Lorsque les activités de plaidoyer atteignent leurs objectifs et que les décideurs politiques, parmi lesquels les responsables politiques et les hauts fonctionnaires, comprennent les problématiques et acceptent de se mobiliser, leurs rôles et responsabilités spécifiques doivent être définis. Ils peuvent inclure⁵⁷ :

- a. *Soutien et engagement politique.* Les responsables et décideurs politiques jouent un rôle essentiel dans le plaidoyer en faveur de l'intégration des actions WASH dans les écoles comme composante fondamentale des programmes scolaires. Accepter cette démarche implique la nécessité de prises de décisions locales permettant aux communautés et au personnel des écoles de choisir des installations dont le coût d'entretien pourra être supporté. La réussite des programmes WASH dans les écoles sera assurée par le maintien en bon état des installations, leur bon usage et la mise en place de pratiques saines. Les gouvernements nationaux, les collectivités locales, le secteur WASH, les personnels scolaires et le grand public doivent accepter cette condition.

- b. *Coordination et engagement.* La coordination, pilotée par un ministère responsable — par exemple, lorsque le Ministère de l'éducation mobilise les ministères chargés du secteur WASH, de la santé ou des finances — peut permettre de garantir la synchronisation des démarches et des engagements entre différents ministères et domaines de spécialité. La mise en œuvre, l'identification des besoins en matière d'installations WASH, la construction, la formation et la mobilisation de la communauté doivent être coordonnées. Les décideurs politiques peuvent exiger que les responsables de la mise en œuvre respectent les directives.
- c. *Élimination des obstacles.* De nombreuses parties prenantes, parmi lesquelles les décideurs politiques et les responsables, peuvent éliminer les freins. Par exemple, lorsque les financements proviennent de différentes sources et deviennent complexes, les responsables politiques peuvent alléger les exigences bureaucratiques susceptibles d'entraver ou de ralentir le processus.
- d. *Mise en place d'objectifs, de niveaux de couverture et de normes minimums.* Plusieurs parties prenantes, dont les décideurs politiques, contribuent à mettre en place les objectifs, les niveaux de couverture et les normes minimums. (*Plus d'informations sur les normes au chapitre 3*). Les normes doivent tenir compte des conditions locales et des exigences locales. Un plan ou un modèle de construction uniforme et standard ne peut pas être adapté à l'ensemble des situations. La conception et le choix de l'organisme chargé de la construction dépendent de chaque situation. Par exemple, des écoles de petite taille au sein de communautés actives peuvent préférer que la construction soit intégralement



© UNICEF/NYHQ2009-2060/Estey

effectuée par des entreprises locales. Les écoles doivent pouvoir intervenir dans le choix de la conception retenue, en tenant compte de leur contribution financière et du coût global de la construction. La solution la moins onéreuse peut par exemple être gratuite pour l'école, alors qu'une technologie plus avancée nécessitera une contribution de l'école, des parents ou de la communauté.

Le tableau suivant synthétise les étapes nécessaires pour assurer la gestion et le déploiement à grande échelle d'un programme WASH dans les écoles⁵⁸.

ÉTAPES ESSENTIELLES DE LA GESTION DES NORMES EN MATIÈRE D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE DANS LES ÉCOLES À L'ÉCHELLE NATIONALE, DU DISTRICT ET LOCALE⁵⁹

Étape	Échelle nationale	Échelle du district	Échelle locale
1	Faire le bilan des politiques nationales existantes et veiller à l'existence d'un cadre politique national propice à l'amélioration de la situation dans les écoles.	Sensibiliser les principales parties prenantes au niveau du district à l'importance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles.	Mobiliser les enseignants, les élèves, les familles et d'autres parties prenantes locales afin de créer un environnement scolaire sain et durable.
2	S'assurer qu'il existe des organismes nationaux compétents chargés de fixer les normes et d'en suivre l'application.	S'assurer qu'il existe au niveau du district un organisme ou un service compétent chargé de veiller au respect des normes. Essayer d'intégrer toutes les entités et organisations impliquées dans le secteur WASH dans les écoles dans le district.	Créer une instance compétente chargée de superviser la mise en œuvre des normes dans l'école.
3	Faire le bilan des normes nationales et les compléter au besoin. Mettre en place un cadre réglementaire efficace de nature à encourager et à faciliter le respect des normes.	Veiller à ce que le cadre réglementaire national trouve son pendant au niveau du district en termes d'appui et de recommandations visant à assurer le respect des normes. Utiliser les lignes directrices pertinentes en cas d'absence de normes.	Définir un ensemble d'objectifs, de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les normes et/ou les lignes directrices nationales, en tenant compte des conditions locales. Définir les modalités de mise en œuvre des politiques et des procédures.
4	Fournir les compétences et les ressources nécessaires à l'évaluation et la planification au niveau national.	Fournir les compétences et les ressources nécessaires à l'évaluation et la planification au niveau du district.	Évaluer les conditions existantes, consulter les parties prenantes locales (y compris le personnel et la communauté locale) et planifier les améliorations à apporter et les interventions à engager.
5		Établir des plans adaptés au contexte local et faire appel à des spécialistes pour mettre en place de nouvelles structures et améliorer les structures existantes.	Planifier les améliorations ou interventions nécessaires, avec l'assistance technique de spécialistes si nécessaire.
6	Encourager, fournir ou faciliter le financement des programmes nationaux.	Plaider en faveur de l'affectation de fonds aux améliorations et aux interventions prévues.	Garantir le financement des améliorations et des interventions prévues.
7	Assurer le suivi des interventions au niveau national et promouvoir l'application cohérente des normes dans tous les districts.	Assurer le suivi des améliorations et des interventions afin de valider l'application cohérente des normes dans toutes les écoles.	Superviser la mise en œuvre des améliorations et des interventions prévues.
8	Veiller à la prise en compte, au niveau national, des éléments relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans le système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE).	Suivre l'évolution de la situation dans toutes les écoles et promouvoir au besoin des mesures correctives.	Suivre l'évolution de la situation et veiller à l'application de mesures correctives, le cas échéant.
9	Fournir des supports de formation et d'information adaptés à divers types d'environnement scolaire.	Bien former et informer les enseignants, les chefs d'établissement et les agents de vulgarisation. Dispenser des conseils et des formations au personnel, aux élèves et à leurs parents.	Dispenser des conseils et des formations au personnel, aux élèves et à leurs parents.

LIENS

- a. **Le site du programme WASH dans les écoles de l'UNICEF** soutient les efforts mondiaux entrepris pour créer un monde dans lequel tous les enfants vont à l'école et où toutes les écoles offrent aux enfants un environnement sûr, sain et confortable dans lequel grandir, s'instruire et s'épanouir. Il fournit des informations mises à jour sur les manifestations, ressources et actualités en matière d'eau, d'assainissement et d'éducation à l'hygiène dans les écoles et propose des entretiens vidéo avec des experts des programmes WASH dans les écoles, travaillant pour l'UNICEF ou ses partenaires.
<www.unicef.org/wash/schools/>
- b. **WASH dans les écoles** : ce site Internet a été développé conjointement par l'IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement et l'UNICEF. Il sert de forum de discussion et de plate-forme d'échange d'informations pour les professionnels œuvrant dans le secteur WASH dans les écoles. Le site accueille également le Groupe thématique WASH dans les écoles et est également lié à l'initiative intitulée Concentrer les ressources sur la santé à l'école (FRESH - pour *Focusing Resources on Effective School Health*), mise au point dans le cadre d'un partenariat entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.
<www.washinschools.info/>
- c. **La Boîte à outils du Programme d'eau et d'assainissement pour l'hygiène, l'assainissement et l'eau dans les écoles** s'appuie sur une connaissance sectorielle des pratiques et démarches susceptibles de générer des résultats positifs, par la coordination des efforts multisectoriels en faveur de l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles. La Boîte à outils a été lancée à l'occasion du Forum Mondial sur l'Éducation en avril 2000.
<<http://www.wsp.org/schoolsanitation>>
- d. **L'IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement** basé à Delft, aux Pays-Bas, propose des actualités et des informations sur les actions WASH dans les écoles, ainsi que des conseils et des activités de recherche et de formation sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement à moindre coût dans les pays en développement.
<www.irc.nl>
- e. Le site **Schools and Health** propose des informations sur la santé scolaire, la nutrition, l'éducation et le VIH, essentiels pour améliorer la qualité de l'éducation des enfants d'âge scolaire. Mis en place en 2002 sous l'égide du Partenariat pour le développement de l'enfant, ce site bénéficie de l'appui de l'OMS, de Child to Child, de l'UNICEF, de l'UNESCO, de la Banque mondiale, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), de l'Organisation panaméricaine de la santé, du Programme alimentaire mondial et de l'ONG Save the Children.
<www.schoolsandhealth.org>

- f. Le site **FRESH School Health** incite tous les concepteurs de programmes de santé à l'école à adopter la démarche FRESH et à proposer aux personnes chargées de leur mise en œuvre, notamment les enseignants et les éducateurs, un ensemble d'outils pratiques permettant d'obtenir les meilleurs résultats possibles.
- <http://portal.unesco.org/education/admin/ev.php?URL_ID=34993&URL_Do=Do_ToPIC&URL_SECTION+201>
- g. **L'Initiative mondiale pour la santé à l'école de l'OMS** a pour objectif de mobiliser et de renforcer les activités éducatives et de promotion de la santé à l'échelle locale, nationale et mondiale. Elle a pour but d'améliorer la santé des élèves, du personnel scolaire, des familles et des autres membres de la communauté, grâce aux écoles.
- <www.who.int/school_youth_health/gshi/en>
- h. Le **Partenariat pour le développement de l'enfant** est une collaboration internationale basée à Londres, dont l'objectif est d'améliorer la santé, la nutrition et l'éducation des enfants d'âge scolaire. Son site Internet propose une liste de documents et de publications, des articles et des liens vers des sites pertinents.
- <www.child-development.org>
- i. Le **Partenariat public-privé pour le lavage des mains au savon** est une coalition d'acteurs internationaux dont l'action porte sur le lavage des mains et la santé de l'enfant. Partant du principe que l'hygiène, l'assainissement et l'eau sont des éléments fondamentaux, l'action du partenariat se concentre explicitement sur le lavage des mains au savon.
- <www.globalhandwashing.org>
- j. La Banque mondiale propose une compilation de ressources sur le thème « **Genre et développement dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement** », parmi lesquelles des notes d'information, des checklists, des indicateurs et des exemples de mandats.
- <<http://go.worldbank.org/M9Jo8F0XT0>>
- k. Le Water, Engineering and Development Centre de l'Université de Loughborough au Royaume-Uni a effectué des recherches sur **l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour les personnes handicapées et autres groupes de personnes vulnérables**.
- <<http://wedc.lboro.ac.uk/research/project.html?p=12>>
- l. Le site **WASH in Schools Mapping** recense les projets WASH dans les écoles en cours de réalisation dans différents pays et propose aux professionnels du secteur un référentiel composé des documents, politiques et guides pratiques issus du terrain les plus récents, ainsi que d'autres ressources.
- <www.washinschoolsmapping.com/index.html>

RÉFÉRENCES

- 1 Hutton, Guy and Laurence Haller, *Evaluation of the Costs and Benefits of Water and Sanitation Improvements at the Global Level*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2004.
- 2 Aga Khan Foundation Team, *Non-State Providers and Public-Private Community Partnerships in Education*, Aga Khan Foundation, 2007, <<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001555/155538e.pdf>>, consulté le 28 janvier 2012.
- 3 Adams, John, et al. *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2009.
- 4 Voir l'exemple du Partenariat public-privé pour le lavage des mains au savon à l'adresse www.globalhandwashing.org, consultée le 31 mai 2012.
- 5 Voir le Programme commun de l'Organisation mondiale de la Santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement à l'adresse <www.wssinfo.org>, consulté le 28 janvier 2012.
- 6 Il s'agit de fourchettes moyennes d'âge, susceptibles de varier en fonction des individus.
- 7 Gouvernement de l'Inde et Fonds des Nations Unies pour l'enfance New Delhi, *An Inclusive Approach for School Sanitation & Hygiene Education: Strategy, norms & designs*, Gouvernement de l'Inde et UNICEF New Delhi, New Delhi, Inde, 2008.
- 8 Adams, John, et al. *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2009.
- 9 Texte adapté de Kirk, Jackie and Marni Sommer, « Menstruation and Body Awareness: Linking girls' health with girls' education », in *Gender and Health Special*, Royal Tropical Institute, Amsterdam, 2006.
- 10 Ibid.
- 11 Organisation mondiale de la Santé, *Rapport mondial sur le handicap*, OMS, Genève, 2011, <www.who.int/disabilities/world_report/2011/report/fr>, consulté le 31 mai 2012.
- 12 Exemples consultables dans : Gouvernement de l'Inde et Fonds des Nations Unies pour l'enfance New Delhi, « An Inclusive Approach for School Sanitation & Hygiene Education: Strategy, norms & designs », Gouvernement de l'Inde et UNICEF New Delhi, New Delhi, Inde, 2008.
- 13 Reh fuss, Katrin, « Child Friendly Schools: How children in Sri Lanka learn the importance of safe drinking water », Malteser International, Malte, 2011, <http://www.malteser-international.org/fileadmin/dam/oefentlich/malteser-international.de/asien/Sri_Lanka/Sri_Lanka_Childfriendly_schools.pdf>, consulté le 28 janvier 2012.
- 14 Adams, John, et al. *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2009.
- 15 D'autres indicateurs pour les écoles avec internet sont disponibles dans la publication *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*.
- 16 Uniquement lorsque les personnes se nettoient à l'eau après être allées aux toilettes.
- 17 Un vecteur de maladie est un type particulier d'hôte intermédiaire pour les parasites. Non seulement le vecteur est nécessaire au développement du parasite, mais il assure également son transfert vers ses prochains hôtes. Les puces, moustiques ou tiques sont des exemples de vecteurs.
- 18 Mooijman, Annemarieke, « *Manual on Hygiene Education in Schools: Teachers Guidebook* », CCF-UNICEF, Colombo, Sri Lanka, 2006.
- 19 Ce diagramme est appelé « diagramme F » car toutes les voies de contamination fécale ou orale par des germes commencent par la lettre F en anglais.
- 20 Adapté de Child-to-Child Trust, *Children for Health: Children as partners in health promotion*, Macmillan Caribbean, Oxford, Royaume-Uni, 2005.

- 21 Adapté de Postma, Leonie, Renata Getkate and C. van Wijk, « *Life Skills-Based Hygiene Education; A guidance document on concepts, developments and experiences with life skills-based hygiene education in school sanitation and hygiene education programmes* », IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement, Delft, Pays-Bas, en collaboration avec l'UNICEF, 2004.
- 22 Hutton, Guy and Laurence Haller, *Evaluation of the Costs and Benefits of Water and Sanitation Improvements at the Global Level*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2004. Prüss-Üstün, Annette, et al. *Safer Water, Better Health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2008.
- 23 Talaat, Maha, « *Effects of Hand Hygiene Campaigns on Incidence of Laboratory-confirmed Influenza and Absenteeism in Schoolchildren, Cairo, Egypt* », *Emerging Infectious Diseases*, Centers for Disease Control and Prevention, vol. 17, n° 4, 4 avril 2011, <http://wwwnc.cdc.gov/eid/article/17/4/10-1353_article.htm>, consulté le 28 janvier 2012.
- 24 Bowen, Anna, et al. « *A Cluster-randomized Controlled Trial Evaluating the Effect of a Hand-Washing-Promotion Programme in Chinese Primary Schools* » *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 76, n° 6, 2007, pp. 1166–1173; Lopez-Quintero, Catalina, Paul Freeman and Yehuda Neumark, « *Hand-washing Among School Children in Bogota, Colombia* », *American Journal of Public Health*, vol. 99, n° 1, janvier 2009, pp. 94–101.
- 25 Dillingham, Rebecca et Richard L. Guerrant, « *Childhood Stunting: Measuring and stemming the staggering costs of inadequate water and sanitation* », *The Lancet*, n° 9403, 10 janvier 2004, pp. 94–95.
- 26 Ejemot, Regina I., et al. « *Hand-washing for Preventing Diarrhoea* », *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2008, Issue 1, 2008.
- 27 Lorntz, Breyette, et al. « *Early Childhood Diarrhea Predicts Impaired School Performance* », *The Pediatric Infectious Disease Journal*, vol. 25, n° 6, juin 2006, pp. 513–520.
- 28 Baird, Sarah, et al. « *Worms at Work: Long-run impacts of child health gains* », octobre 2011, <www.povertyactionlab.org/publication/worms-work-long-run-impacts-child-health-gains>, consulté le 31 mai 2012.
- 29 Prüss-Üstün, Annette, et al. *Safer Water, Better Health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2008.
- 30 Bethony, Jeffrey, Simon Booker, and Marco Albonico, « *Soil-transmitted Helminth Infections: Ascariasis, trichuriasis, and hookworm* », *The Lancet*, vol. 367, n° 9521, 2006, pp. 1521–1532, <[http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(06\)68653-4/fulltext#](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(06)68653-4/fulltext#)>, consulté le 28 janvier 2012.
- 31 Miguel, Edward, and Michael Kremer, « *Worms: Identifying impacts on education and health in the presence of treatment externalities* », *Econometrica*, vol. 72, n° 1, janvier 2004, pp. 159–217. Résumé disponible : <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-0262.2004.00481.x/abstract>>, consulté le 28 janvier 2012.
- 32 Waddington, Hugh, et al. « *Water, Sanitation and Hygiene Interventions to Combat Childhood Diarrhoea in Developing Countries* », *International Initiative for Impact Evaluation (3IE)*, *Synthetic Review*, vol. 001, 2009.
- 33 Jamison, Dean T., et al. (dir.), *Disease Control Priorities in Developing Countries*, 2e édition, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres, 2008, <www.dcp2.org/pubs/DCP>, consulté le 28 janvier 2012.
- 34 Waddington, Hugh, et al. « *Water, Sanitation and Hygiene Interventions to Combat Childhood Diarrhoea in Developing Countries* », *International Initiative for Impact Evaluation (3IE)*, *Synthetic Review*, vol. 001, 2009.
- 35 Ibid.
- 36 Nauges, Céline, and Jon Strand, *Water Hauling and Girls' School Attendance: Some new evidence from Ghana*, Toulouse School of Economics et DECEE, Banque mondiale, Toulouse, France, Washington, DC, 2011.
- 37 Njunguna, Vincent, et al. « *The Sustainability and Impact of School Sanitation, Water and Hygiene Education in Kenya* », Fonds des Nations Unies pour l'enfance et IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement, New York et Pays-Bas, 2008, <www.irc.nl/content/download/143166/453192/file/SummaryoverviewA4s.doc>, consulté le 31 mai 2012.

- 38 Kochurani, Mathew, et al. « The Sustainability and Impact of School Sanitation, Water and Hygiene Education in Kerala, Southern India », Fonds des Nations Unies pour l'enfance et IRC — Centre international de l'eau et de l'assainissement, New York et Pays-Bas, 2008, <www.irc.nl/content/download/143167/453195/file/kerala.doc>, consulté le 31 mai 2012.
- 39 IRC — Centre international de l'eau et de l'assainissement, « *Towards Effective Programming for WASH in Schools: A manual on scaling up programmes for water, sanitation and hygiene in schools* », TP Series, n° 48, IRC, Delft, Pays-Bas, 2007.
- 40 O'Reilly, C.E., et al. « *The Impact of a School-based Safe Water and Hygiene Programme on Knowledge and Practices of Students and Their Parents: Nyanza Province, western Kenya, 2006* », *Epidemiology and Infection*, vol. 136, n° 1, janvier 2008, pp. 80–91; Bowen, Anna, et al. « *A Cluster-randomized Controlled Trial Evaluating the Effect of a Handwashing-Promotion Programme in Chinese Primary School* », *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 76, n° 6, 2007, pp. 1166–1173; Onyango-ouma, W., J. Aagaard-Hansen, et B.B. Jensen « *The Potential of Schoolchildren as Health Change Agents in Rural Western Kenya* », *Social Science & Medicine*, vol. 61, n° 8, octobre 2005, pp. 1711–1722.
- 41 Ibid.
- 42 Curtis, Valerie, et al. « *Evidence of Behaviour Change Following a Hygiene Promotion Programme in Burkina Faso* », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé*, vol. 79, n° 6, 2001, pp. 518–527; Dongre, Amol R. et al. « *An Approach to Hygiene Education Among Rural Indian School-going Children* », *Online Journal of Health and Allied Sciences*, vol. 6, n° 4, 2008; Pinfold, J. V. « *Faecal Contamination of Water and Fingertip- rinses as a Method for Evaluating the Effect of Low-cost Water Supply and Sanitation Activities on Faeco-oral Disease Transmission. I. A case study in rural north-east Thailand* », *Epidemiology and Infection*, vol. 105, n° 2, octobre 1990, pp. 363–375.
- 43 LaFraniere, S., « *Another School Barrier for African Girls: No toilet* », *New York Times*, 23 décembre 2005; « *Lack of Sanitaries Force girls out of School* », *New Vision*, Kampala, 6 janvier 2004, <<http://allafrica.com/stories/200401060305.html>>, consulté le 28 janvier 2012; « *Not only girls' toilets, but clean and safe girls' toilets* », *Notes and News*, n° 3, 2001, <www.irc.nl>, consulté le 28 janvier 2012; Maclsaac, M.K., « *Afghanistan: girls' school attendance doubles in two years* », *World Vision*, 17 mai 2006; Benson, C., *Girls, Educational Equity and Mother Tongue-based Teaching*, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Bangkok, 2005.
- 44 Texte adapté de Kirk, Jackie and Marni Sommer, « *Menstruation and Body Awareness: linking girls' health with girls' education* ».
- 45 Brocklehurst, Clarissa, *The Case for Water and Sanitation*, Banque mondiale, Programme pour l'eau et l'assainissement, Afrique, 2004.
- 46 Bolt, E. and Cairncross, S., *Sustainability of Hygiene Behaviour and the Effectiveness of Change Interventions: Lessons learned on research methodologies and research implementation from a multi-country research study*, IRC — Centre international de l'eau et de l'assainissement, Delft, Pays-Bas, 2004.
- 47 Curtis, Valerie A., Lisa O. Danquah and Robert V. Aunger, « *Planned, Motivated and Habitual Hygiene Behaviour: An eleven country review* », *Health Education Research*, vol. 24, 2009, pp. 655–673.
- 48 Des exemples de questions sont disponibles dans la publication de l'UNICEF Asie de l'Est/Pacifique, *Outils de suivi des Programmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles* téléchargeable à cette adresse : <www.unicef.org/wash/schools/files/WASH_in_Schools_Monitoring_French.pdf>.
- 49 Gouvernement de l'Inde et Fonds des Nations Unies pour l'enfance New Delhi, « *An Inclusive Approach for School Sanitation & Hygiene Education: Strategy, norms & designs* », gouvernement de l'Inde et UNICEF New Delhi, New Delhi, Inde, 2008.
- 50 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, UNESCO, Paris, 2011, <www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport>, consulté le 28 janvier 2012.

- 51 Analyse des rapports annuels des bureaux de pays de l'UNICEF.
- 52 Informations estimées en 2005 et mises à jour en 2009 par Henk van Norden, Conseiller régional de l'UNICEF pour l'assainissement et l'hygiène.
- 53 Ibid.
- 54 Mooijman, Annemarieke, et al. « Strengthening Water, Sanitation and Hygiene in Schools: A WASH guidance manual with a focus on South Asia », Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du sud, IRC et Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, TP Series numéro 53, 2010, <www.irc.nl/page/52816>, consulté le 28 janvier 2012.
- 55 Ministère de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des eaux usées et UNICEF Népal, « School Sanitation and Hygiene Education. Programme Guideline », 5e édition, Népal, 2006.
- 56 Ibid.
- 57 Pour de plus amples informations sur le passage à grande échelle des programmes WASH dans les écoles, consulter la publication de l'IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement « Towards Effective Programming for WASH in Schools: A manual on scaling up programmes for water, sanitation and hygiene in schools », TP Series: n° 48, IRC – Centre international de l'eau et de l'assainissement et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Pays-Bas et New York, 2007.
- 58 Adams, John, et al. *Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources*, Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2009.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Section de l'éducation
Division des programmes, UNICEF

Publié par L'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Site Internet : www.unicef.org/french
Courriel : pubdoc@unicef.org

**AUTRES MODULES DE CETTE SÉRIE QUI ACCOMPAGNE LE
MANUEL DES ÉCOLES AMIES DES ENFANTS :**

Préparation à l'école et transitions
Éducation à l'environnement et au changement climatique
Éducation sociale et financière de l'enfant

